

programme communiste

revue théorique trimestrielle

Abonnement annuel : 32 F - 320 FB - 4.800 Lires - 20 FS - 200 Esc.
£ 3.50 - \$ 7.00

le prolétaire

journal bi-mensuel

Le numéro : 1,50 F - 15 FB - 250 Lires - 1 FS
Abonnement annuel : 30 F - 300 FB - 4.000 Lires - 20 FS

communist program

revue trimestrielle

Le numéro : 6 F - 60 FB - 800 Lires - 4 FS - 60 P. - \$ 1.00
Abonnement annuel : 24 F - 240 FB - 3.000 Lires - 16 FS - £ 2.00 - \$ 4.00

il programma comunista

journal bi-mensuel

Le numéro : 1,50 F - 15 FB - 150 Lires - 1 FS
Abonnement annuel : 30 F - 300 FB - 3.500 Lires - 18 FS

el programa comunista

revue trimestrielle

Le numéro : 4 F - 40 FB - 800 Lires - 2,50 FS
Abonnement annuel : 16 F - 160 FB - 2.400 Lires - 10 FS

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

LA GREVE DES NETTOYEURS DU METRO - leçons et bilan -

7

4 F

SOMMAIRE

- Introduction 3
- La portée de la grève 5
- Conditions de travail et revendications 11
- Les principales dates de la grève ... 16
- Deux méthodes de lutte syndicale
(Le déroulement de la grève) 17
- Briseurs de grève et conciliateurs .. 37
- L'organisation de la lutte revendicative 43

le prolétaire Abonnement annuel : 40 F
Macmillan partii comunista international (programma comunista) Pli fermé : 60 F

Supplément au n° 247 du "Prolétaire"
Imprimerie spéciale - Directeur : Gambini
Corresp. : 20, rue Jean Bouton, Paris 12e

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI

la revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Cette brochure (éditée simultanément en français et en arabe) s'adresse à tous les travailleurs qui ont participé à la grève des nettoyeurs du métro de juin 1977, qui l'ont soutenue, ou qui veulent connaître les leçons utiles à en tirer pour la lutte de classe. Son objet est surtout de servir d'instrument afin de faire le bilan de la grève, et de continuer la lutte. C'est la raison pour laquelle elle ne présente pas seulement les revendications des travailleurs, la préparation et le déroulement de la lutte (questions sur lesquelles il appartiendra sans doute au Comité de grève de revenir de manière plus détaillée), mais les leçons que nous en tirons en tant que parti sur les questions de l'organisation de la lutte revendicative.

Cette brochure est aussi un appel lancé à tous les ouvriers - en particulier les ouvriers français - pour que l'élan de solidarité qui s'est manifesté envers la grève parvienne à rompre à l'avenir l'isolement catégoriel et d'entreprise de ces travailleurs, un isolement aggravé par le mur de l'indifférence envers les luttes des prolétaires immigrés. Pour briser ces murs et mettre en oeuvre la solidarité ouvrière, il est indispensable, les faits le montrent, de lutter sans pitié contre les soi-disant dirigeants "ouvriers", politiques et syndicaux, qui cultivent dans la classe ouvrière des métropoles impérialistes le chauvinisme d'entreprise et le chauvinisme impérialiste tout court, et font miroiter aux travailleurs la possibilité d'éviter la lutte de classe.

La lutte de classe ne peut s'éviter. Elle se prépare et s'organise. C'est pourquoi les exigences de cette lutte entrent nécessairement en contradiction avec la politique des dirigeants syndicaux réformistes, comme cela s'est manifesté de la façon la plus nette dans cette grève (et comme on pourra s'en convaincre en lisant le chapitre consacré à son déroulement).

Cette brochure aura atteint son but si elle contribue à forger et à renforcer la conviction que la lutte contre l'exploitation capitaliste exige la rupture la plus décidée avec les méthodes réformistes.

Juillet 1977

LA PORTEE DE LA GREVE

"Ces grèves ne sont en général que des escarmouches d'avant poste, parfois aussi des combats plus importants ; elles ne règlent rien définitivement, mais elles sont la preuve la plus sûre que la bataille décisive entre prolétariat et bourgeoisie approche. Elles sont l'école de guerre des ouvriers, où ils se préparent au grand combat désormais inéluctable ; elles sont les pronunciamientos de différentes branches de travail consacrant leur adhésion au grand mouvement ouvrier.

"Et, en tant qu'école de guerre, elles sont d'une efficacité sans égale."

Engels, 1844.

"Parfois, les ouvriers triomphent ; mais c'est un triomphe éphémère. Le résultat véritable de leurs luttes est moins le succès immédiat que l'union grandissante des travailleurs."

Marx, Engels, 1848.

"... Si la classe ouvrière lâchait pied dans son conflit quotidien avec le Capital, ELLE SE PRIVERAIT CERTAINEMENT ELLE-MEME DE LA POSSIBILITE D'ENTREPRENDRE TEL OU TEL MOUVEMENT DE PLUS GRANDE ENVERGURE."

Marx, 1865.

On n'en parle déjà plus. Pour la presse officielle, la grève des nettoyeurs du métro parisien, c'est du passé bien enterré. Après les "mauvais moments" de la grève pour la RATP et les patrons des entreprises sous-traitantes, l'heure est venue de tenter de "mettre au pas" les travailleurs, et peut-être celle des représailles individuelles que ceux-ci doivent être prêts à déjouer. Pour les bonzes syndicaux que la fin de la grève a "soulagés", c'est le moment du "retour à la normale", du retour au train-train syndical paperassier, et celui des humbles démarches dans les bureaux des patrons et de l'administration, bref celui de la "politique contractuelle". Pour la masse amorphe des "usagers", c'en est fini du "métro-poubelle".

Pour eux tous, c'est le retour à la situation d'hier, un moment bousculée par l'action de ces forces que la nature déchaîne de temps en temps, comme des catastrophes qui ne changent pas le cours routinier des choses.

Il en est pourtant pour qui les choses ne seront plus jamais comme avant : ce sont les travailleurs du nettoyage eux-mêmes. Pour eux, dans leur grande masse, ce n'est pas un retour au passé, mais les premiers pas de la marche vers l'avenir, celle de la lutte contre l'exploitation capitaliste et l'union des travailleurs. Plus jamais comme avant : de même que la pluie fait éclore la vie là où l'on ne voyait que le désert, la lutte des prolétaires a mis en marche de nouvelles forces.

Elle a éveillé le sentiment de la nécessité d'opposer un *bloc uni* aux exploités. Elle a démontré le besoin de la solidarité et de l'organisation.

Le chemin qu'ont parcouru ces prolétaires est déjà immense. Il ne peut pas se mesurer à l'aune des concessions monétaires.

Leurs pays d'origine sont bousculés et entraînés dans les cataclysmes du capitalisme naissant par la force dominante et spoliatrice de l'impérialisme. Les travailleurs, eux, sont déracinés, spoliés de tout moyen d'existence et deviennent des *prolétaires*.

Anciens paysans pauvres, artisans et petits commerçants ruinés, ils sont projetés dans les baons industriels du capitalisme ultra-développé. *Isolés*, connaissant à peine la langue française et encore moins leurs minuscules "droits", ils sont soumis à une exploitation féroce de la part des patrons, des chefs, des intermédiaires de toute sorte et des loqueurs. Immigrés, ils sont à la merci de la terreur patronale et de l'Etat. Maghrébins, Africains, Portugais, ils sont la cible du racisme impérialiste. *Etrangers*, ils sont laissés pour compte par les grandes organisations syndicales et politiques françaises qui alimentent les instincts réactionnaires des masses et réclament de l'Etat bourgeois des mesures contre "l'immigration sauvage", ne jurant que par l'intérêt du capitalisme, l'intérêt national, la concorde et la paix entre les classes. *Prolétaires*, ils ne sont même pas payés pour leur force de travail, et sont le plus souvent obligés de laisser leurs femmes et leurs enfants dans le pays d'origine. *Travailleurs du métro*, ils ont à surmonter l'extrême éparpillement géographique des lieux de travail, la division en 6 entreprises sous-traitantes et l'hostilité ouverte des organisations syndicales françaises de la RATP, ultra-corporatistes et réactionnaires.

Les bonzes syndicaux s'attribuent sans vergogne les mérites du chemin parcouru. Les fatalistes, ceux qui attendent que "la situation" résolve d'elle-même les problèmes qu'il incombe en réalité à l'avant-garde ouvrière d'affronter, mettront sur le compte de la "spontanéité" des masses les pas réalisés dans la voie de l'organisation et de la lutte des travailleurs du nettoyage. Les premiers mentent, tandis que les derniers se trompent lourdement. Le travail d'organisation préalable et élémentaire de syndicalisation et d'éveil est le fait d'une poignée de camarades sans illusion aucune sur les syndicats actuels. Des mois durant ils ont mené un travail acharné et patient, se heurtant à l'inaction totale des "responsables" syndicaux. La grève elle-même a été décidée et préparée dans le détail par ces ouvriers d'avant-garde, et elle fut maintenue contre les sabotages des bonzes.

Si la grève a pu tenir un mois plein, c'est grâce à ce travail *préalable*, *nécessaire* et *indispensable* qui a permis de s'exprimer efficacement l'élan des grévistes, leur décision farouche de mener une grève *totale* et *jusqu'au bout*. C'est aussi ce travail qui est à la base de l'actuelle cristallisation d'un embryon d'organisation *de lutte* embrassant l'ensemble de ces travailleurs.

Mais il y a plus. La fin de la grève n'a pas entraîné la démoralisation des travailleurs et si, de cette lutte, qui n'apporte pas grand chose sur le plan financier,

est sortie une *magnifique volonté d'unité* et d'organisation ouvrière, cela est dû à l'existence et à l'action *préalable* d'un noyau ayant une vision tranchée des besoins de la lutte. Un noyau possédant une volonté inébranlable de lutte anticapitaliste et antiréformiste et capable d'une intransigeance sans faille à l'égard des capitulations et des agissements désorganisateur et démobilisateur des bonzes syndicaux. Un noyau habitué à une appréciation correcte des rapports changeants des forces en présence, une compréhension lucide que le plus grand acquis de la lutte syndicale est *l'union grandissante des travailleurs*; un noyau possédant la conscience claire de ce fait que *qui veut battre l'ennemi ne discute pas avec lui les frais de la guerre*.

C'est bien le fait que la lutte a été fécondée et organisée par une avant-garde ouvrière qui a permis de *souder* l'ensemble des travailleurs en une force unique.

Les chefs syndicaux, eux, se sont partagés les rôles soit de *briseurs de grèves*, soit d'amortisseur entre les travailleurs, d'une part, et le patronat, d'autre part. Et il serait faux de vouloir opposer la CFDT à la CGT : comme les deux mains d'un même corps, l'une et l'autre jouent, chacune à sa manière, le même rôle de *pompier sociaux*.

L'élan de ces travailleurs du métro s'inscrit dans un lent et douloureux processus de formation d'une conscience, d'une organisation, d'une capacité de combat des travailleurs immigrés. Déjà avec le mouvement des Foyers Sonacotra, ce mouvement a pris le caractère d'une réelle *lutte de classe*.

Il s'agit là d'un pas immense, d'un véritable éveil dans le mouvement prolétarien, qui attend toujours une jonction décidée, structurée, large et profonde avec les masses ouvrières françaises. Cette jonction, qui suppose à son tour un éveil non éphémère du combat des ouvriers français, est essentielle pour donner aux masses immigrées le *soutien indispensable à leur propre lutte*. C'est naturellement de cette jonction, une jonction que la bourgeoisie et ses agents politiques et syndicaux craignent par-dessus tout, que doit naître ce bloc solide qui est tout aussi indispensable pour l'émancipation révolutionnaire de la classe ouvrière que pour une défense large et efficace des conditions de vie et de travail de l'ensemble des prolétaires.

Un élan de solidarité active envers les travailleurs en lutte s'est manifesté surtout là où existait un travail solide de propagande *antichauvine* inséparable de la lutte anticapitaliste.

Pour rendre cet élan *effectif*, il a fallu encore passer par-dessus les bonzes syndicaux et affronter ces laquais de la bourgeoisie qui essayaient même *par la force* d'empêcher qu'il réussisse à s'exprimer concrètement. Cet élan n'a été et ne pouvait être que le fait de prolétaires, et non pas du "peuple" et encore moins des organisations dites "démocratiques".

Ceci parce que la grève a revendiqué un caractère *purement prolétarien* et non "populaire", une nature *authentiquement classiste* et non "démocratique", en dépit de l'influence compréhensible que peuvent avoir le populisme et le démocratisme sur des travailleurs originaires de pays où le cycle national-bourgeois n'a pas épuisé toutes ses potentialités, ce qui permet de comprendre le poids des courants maoïstes dans l'immigration.

Il est significatif que cette solidarité n'ait pas été le fait d'organisations politiques (à quelques rares exceptions près), habituées pour la plupart à louvoyer devant les bureaucraties syndicales anti-prolétariennes, mais de militants ouvriers et de travailleurs poussés par un instinct de classe sûr. C'est sur cet *instinct* qu'il faudra tabler pour multiplier et vivifier les étincelles qui naissent aujourd'hui du sein de la classe ouvrière, et qui sont susceptibles de converger dans des foyers de vie prolétarienne.

L'appui politique, organisationnel et matériel à la lutte des travailleurs immigrés est une des pierres de touche de l'action de classe. Parce qu'il s'agit des couches les plus démunies de la classe exploitée, parce que c'est un terrain où il faut affronter ouvertement ces deux ennemis mortels de notre classe, le chauvinisme et le social-impérialisme (1).

L'absence presque totale de ces organisations d'"extrême-gauche", qui se disent pourtant révolutionnaires, sur le terrain de la solidarité militante, montre bien leur incapacité - ne disons pas à mener à bien la révolution communiste mais même à faire preuve d'*initiative* et à se porter *résolument* sur le terrain essentiel de la défense matérielle des ouvriers, où se créent difficilement aujourd'hui les conditions, modestes certes, mais réelles, de pas plus ambitieux sur le long chemin de l'émancipation ouvrière.

Lorsque cette absence est justifiée par le refus de "s'immiscer" dans la lutte des travailleurs "eux-mêmes", alors que ceux-ci avaient un besoin pressant de toute forme de solidarité qui aide leur combat, ou bien lorsque l'absence est expliquée par le prétendu besoin tactique de ne pas heurter les chefs syndicaux, il s'agit dans les deux cas d'une *capitulation honteuse* devant la force aujourd'hui écrasante des agents syndicaux de la bourgeoisie.

Et pourtant, malgré tous les facteurs de division et de paralysie qui pesaient sur ces travailleurs, malgré le sabotage qu'ils ont dû subir, malgré leur terrible isolement, malgré les immenses sacrifices qu'ils ont dû consentir, ils ont tenu pendant un mois en échec et les patrons et les briseurs de grève syndicaux.

C'est ainsi que, globalement, les facteurs qui ont permis que la grève ne se solde pas par un échec et devienne au contraire *un pas en avant* pour l'ensemble des travailleurs, sont ceux-là même que les communistes considèrent comme des *principes essentiels* de la victoire de la Révolution.

Il s'agit de la formation et de l'éducation d'une *avant-garde* ouvrière, produit de la lutte et instrument essentiel de la défense intransigeante et sans conditions des prolétaires, consciente des exigences générales de la lutte de classe, décidée non seulement à appuyer mais encore à conduire un long, patient et opiniâtre travail d'organisation, d'éveil et de direction des luttes des exploités, disposée à tirer à boulets rouges sur les traîtres à la classe ouvrière, les bureaucraties syndicales et politiques réformistes et social-impérialistes.

Cette grève constitue pour nous un rappel ardent à renforcer notre travail de révolutionnaires communistes, en se plaçant *sur ce terrain et en utilisant ces principes*, afin de faire des escarmouches quotidiennes entre le Travail et le Capital une école de guerre du communisme.

Les travailleurs du nettoyage du métro, l'une des franges les plus exploitées de la classe ouvrière, ont donné un magnifique exemple de *l'immense force potentielle du prolétariat*, de son esprit d'abnégation, de révolte, de sacrifice, de lutte. Lorsque cette lutte sera le fait des plus larges masses prolétariennes, alors ne sera plus loin le jour radieux où l'émancipation de notre classe deviendra l'aspiration consciente de tous les exploités.

(1) Le "social-impérialisme" est la politique des chefs ouvriers traîtres, "socialistes et communistes en paroles, mais impérialistes en fait" (Lénine).

CONDITIONS DE TRAVAIL ET REVENDICATIONS

Ils sont plus de 1000 travailleurs, dont l'écrasante majorité sont des immigrés, employés par 6 entreprises de nettoyage travaillant en sous-traitance pour la RATP; ils subissent la *pression* et l'*exploitation* de deux patrons : ceux-ci leur imposent conjointement le despotisme et les conditions d'un travail harassant et des salaires de misère ; plus encore, la sous-traitance alimente un système de vols, d'escroquerie et de rançonnement permanent, favorisé par l'extrême dénuement de ces travailleurs face à un patronat rompu à toutes les méthodes du capitalisme "évolué"

Ils travaillent huit heures par jour, six jours sur huit, de jour et de nuit, dans la crasse et la poussière, avec des produits toxiques qui font "briller" le métro, mais qui brûlent les mains et les poumons. L'année dernière encore, dans l'entreprise n° 2, il n'y avait pas de journée de repos du tout, pour les autres, c'était un jour sur sept.

Les patrons veillent à ce que la "sécurité" ne ronge pas leurs profits. Le travail se fait dans des conditions monstrueuses de sécurité : les fils électriques souvent à nu, aucun droit à des habits appropriés (gants et lunettes spéciales), échelles dangereuses, etc.

Les salaires varient énormément d'une entreprise à l'autre, d'un ouvrier à l'autre. En 77 avant la grève, les travailleurs de la n° 3 touchaient en comptant les heures supplémentaires et toutes les primes de toutes sortes 2100 Francs, ceux de la n°1 1800/1900, et les ouvriers de la n°4 encore moins. Des salaires de famine.

Les augmentations réglementaires ne sont payées qu'avec plusieurs mois de retard. Les taux horaires ne correspondent pas au coefficient. On les vole aussi en ne tenant pas compte des heures supplémentaires des dimanches et jours de fête travaillés. On les escroque en ne leur payant pas les primes de nuit, de transport, de panier, ainsi que les compléments d'indemnité en cas de maladie. Il y a régulièrement des différences de salaire d'un mois à l'autre sans aucun motif. Le jour de la paie varie selon le "bon vouloir" des larbins du patron. Sans parler des fiches de paie qui sont de véritables labyrinthes qui rendent tout contrôle impossible.

Lorsque les travailleurs sont malades ou en congé, au lieu de les remplacer, on en prend dans les stations importantes; ainsi quatre ouvriers se retrouvent à faire le



UN DES CAGIBIS SERVANT DE
LOCAL DE RANGEMENT-LAVABO-REFECTOIRE-VESTIAIRES-SALLE DE REPOS...

travail de six ou plus. En outre, ils subissent le chantage des "petits chefs", auxquels ils doivent "cotiser" pour être embauchés, et même pour garder leur place.

A l'insécurité de tous les jours, s'ajoute la répression systématique contre les ouvriers combattifs, ou encore seulement parce qu'ils sont syndiqués.

La situation de ces travailleurs est d'autant plus critique qu'il s'agit, pour la plupart, d'ouvriers connaissant mal le français, que la dispersion géographique de leurs lieux de travail est grande, que les patrons et leurs larbins attisent continuellement les divisions de nationalité et, surtout, que les organisations syndicales n'ont *jamais* réalisé un travail quelconque d'organisation parmi ces catégories. Il est à remarquer que la CFDT de la RATP refusa de syndicaliser ces ouvriers en invoquant la raison qu'ils "n'avaient pas le même patron"; et les renvoya au syndicat des intérimaires...

Depuis un an et demi, quelques travailleurs ont démarré un travail d'organisation et d'éveil parmi ces ouvriers effroyablement exploités. Essayant de surmonter des divisions d'entreprise, de lieu de travail, de nationalité, ces travailleurs ont commencé un travail de fourmi pour créer les conditions élémentaires de défense, d'organisation, de propagande et d'agitation. Pour la plupart affiliés à la CFDT, ils se sont appuyés sur l'organisation syndicale pour lui imposer des réunions de tous les travailleurs, l'élection de responsables ouvriers, une permanence hebdomadaire et la publication d'un bulletin d'information.

LA PLATE-FORME REVENDICATIVE

Dès avril 76, les travailleurs ont élaboré une plate-forme revendicative qui exigeait :

- 6 jours de travail et 2 jours de repos
- Salaire minimum égal à 2300F plus le 13^e mois
- Une mensualisation effective pour tous
- Dimanches (dès le 1^{er} dimanche du mois) et jours de fête travaillés, payés à 100%
- Paiement des primes : d'ancienneté, de poussière, de transport à 23F, de panier
- Salaire intégral pendant la maladie

UNIS NOUS SOMMES FORTS ! SEULS NOUS SOMMES DESARMÉS

Nous travailleurs du nettoyage à la RATP, nous sommes doublement opprimés : d'une part, en tant qu'ouvriers car nous vendons notre force de travail à des patrons qui s'enrichissent sur notre dos; d'autre part, en tant qu'immigrés car en plus on nous réserve le travail le plus pénible, le plus répugnant, le moins rémunéré. Aussi nous demandons à bénéficier des mêmes conditions de salaire et de travail que nos camarades de la RATP.

Nous sommes victimes de l'exploitation sauvage de la bourgeoisie : nous travaillons 7 jours sur 8, pas de dimanche pour nous reposer. Pour certains de nos camarades de l'entreprise n°2, il n'y a même pas de repos du tout.

On nous paie des salaires de survie qui ne nous permettent pas de vivre jusqu'à la fin du mois (la plus grande partie des immigrés ne mangent pas à leur faim et ne peuvent pas satisfaire leurs minimes besoins et ceux de leur famille). En plus, il existe de grandes différences entre les salaires payés par chaque entreprise de nettoyage : 1200-1300 F pour l'entreprise n°4, 1600-1800 F pour la n°1. On nous vole en ne nous comptant pas les heures supplémentaires des dimanches et jours de fêtes travaillés. On nous escroque en ne nous payant pas les primes dues (on nous paie parfois 7F de prime de transport alors qu'elle est de 23F). Lorsqu'on est malade, on ne touche que 70% de notre salaire.

Les directions du nettoyage, en collaboration étroite avec la direction de la RATP nous exploitent durement par l'intermédiaire de leurs larbins (chefs...).

La cadence du travail s'est accélérée depuis l'année dernière : on fait le même travail en 7 h au lieu de 7 h 30. Notre santé est perpétuellement menacée par les conditions dans lesquelles on nous fait travailler : utilisation de produits d'entretien dangereux, emploi d'échelles détériorées non réglementaires.

A l'insécurité matérielle de tous les jours s'ajoute la crainte du licenciement : la peur de perdre son gagne pain car il suffit de la moindre "faute" et c'est la porte !

La bourgeoisie a toujours su diviser les ouvriers (en donnant quelques miettes et quelques maigres récompenses aux plus dévoués) afin de les manipuler et les exploiter à sa guise. Mais il faut comprendre que tout ce qui touche l'un de nous, nous touche tous et que nous devons nous unir face à un seul ennemi : la bourgeoisie qui, elle, est bien organisée pour taper sur les ouvriers partout où ils se trouvent. Notre combat rejoint celui de tous les prolétaires : organisons nous face à la bourgeoisie

Face à cette situation insupportable, nous autres ouvriers, Arabes, Africains, Portugais, Français, n'avons qu'une SEULE ARME pour nous défendre : LUTTER TOUS ENSEMBLE et nous ORGANISER dans l'immédiat pour imposer nos revendications communes. Nous demandons :

- . 6 jours de travail et 2 jours de repos
- . Salaire minimum de 2300 F plus le 13ème mois
- . Dimanche et jours de fêtes travaillés payés à 100 %
- . Salaire intégral pendant la maladie
- . Prime de transport égale à celle des ouvriers de la RATP plus prime de poussière
- . 4 jours de congé par an donné par la RATP aux travailleurs du nettoyage
- . Des mesures d'hygiène et de sécurité : des vêtements correspondant à nos besoins (1 blouse tous les 6 mois, des gants, des chaussures) et du matériel de travail qui ne mette pas nos vies en danger
- . Des vestiaires pour se changer, l'aménagement d'un endroit pour chauffer nos gamelles et prendre nos repas, dans chaque station une boîte pharmaceutique pour les premiers soins en cas d'accident.

UNIS NOUS SOMMES FORTS . Arabes ou Africains, Portugais ou Français, tous les ouvriers sont frères, ils sont une même classe, exploitée et opprimée par la bourgeoisie. Refusons la division ! Combattons l'exploitation ! SOLIDARITE OUVRIERE !

- DES OUVRIERS DU NETTOYAGE -

- Des mesures d'hygiène et de sécurité : des vêtements correspondant à leurs besoins (une blouse tous les 6 mois, des gants, des chaussures) et du matériel qui ne mette pas leur vie en danger

- Des vestiaires pour se changer

- L'aménagement d'un endroit pour chauffer leurs gamelles et prendre leurs repas; dans chaque station une boîte pharmaceutique pour les premiers soins

- Le droit de prendre 2 mois de congés payés si ceux-ci n'ont pas été pris l'année précédente

- Des délais de route pour leur permettre de faire le voyage aller/retour au pays.

Au fur et à mesure que le travail d'organisation se concrétisa, les travailleurs ont complété la liste de leurs revendications avec les points suivants :

- Pour le respect et l'application des conventions collectives

- Le refus du surplus de travail : pas question de faire 2 jours dans 1 seul, d'augmenter la cadence lorsque les camarades sont au repos ou en maladie

- L'embauche immédiate de personnel permanent supplémentaire

- Contre tout licenciement.

Au moment de la grève, les travailleurs ont ajouté un point capital :

- Paiement intégral des jours de grève.

LES PRINCIPALES DATES DE LA GREVE

- Lundi 23 mai - Débrayage d'avertissement d'une journée des travailleurs de 5 entreprises sur 6.
- Mardi 31 mai - Début de la grève illimitée, suivie unanimement par les travailleurs de 5 entreprises sur 6 (plus de 800 travailleurs).
- Vendredi 3 juin - Dans la nuit du jeudi au vendredi, des jaunes d'entreprises extérieures travaillent sous la protection de la police et des chiens ; des travailleurs sont interpellés. Ces incidents se reproduiront jusqu'à la fin de la grève.
- Les ouvriers de l'entreprise n° 3 déchirent leur carte CGT et se joignent à la grève. Constitution du Comité de Grève malgré les réticences des bonzes CFDT.
- Jeudi 9 juin - Après des négociations infructueuses avec les 6 entreprises, rassemblement devant le siège de la RATP. Tentative des dirigeants CFDT de faire reprendre le travail sous prétexte de "ramasser les gros papiers pour assurer la sécurité" ; la manoeuvre est rejetée unanimement par les travailleurs.
- Samedi 18 juin - Meeting de solidarité à la Mutualité ; le fossé se creuse entre les grévistes et les bonzes CFDT.
- Jeudi 23 juin - Après de nouvelles négociations, tentative des bonzes CFDT de faire reprendre le travail ; l'Assemblée Générale se prononce unanimement pour la continuation de la grève.
- Vendredi 24 juin - Reprise limitée de la n° 3 à l'appel de la CGT ; à partir de ce jour des délégations de grévistes tentent de s'opposer à la reprise.
- Vendredi 31 juin - Des négociations ont eu lieu la veille, accompagnées d'intimidations policières, préparées par une intervention du ministre. Les bonzes CFDT cassent la grève : ils appellent à la fin de la grève et profitent de la démoralisation momentanée provoquée parmi les travailleurs pour organiser la reprise à la hâte le lendemain, bien que rien n'ait été obtenu pour le paiement des jours de grève. La grève a duré un mois et un jour.

DEUX METHODES DE LUTTE SYNDICALE

-Le déroulement de la grève-

La grève a mis en évidence l'opposition irréductible entre, d'une part, les exigences de la lutte, en général profondément ressenties par les grévistes et souvent clairement exprimées en Assemblée Générale ou au Comité de Grève et, d'autre part, la politique de la bureaucratie syndicale. Et, de ce point de vue, la grève est d'autant plus instructive qu'il s'agit de la CFDT, que l'on a peu l'habitude de voir seule dans un mouvement et qui a pu se donner, au moins au début, des allures combattives, par rapport à la CGT qui, elle, a, d'un bout à l'autre, boycotté et ouvertement saboté la grève.

Cette opposition entre *deux méthodes d'action syndicale*, celle qui correspond aux exigences de la lutte de classe et celle des bonzes réformistes, s'est manifestée dans toutes les phases de la lutte des travailleurs du nettoyage du métro.

LA PREPARATION DE LA GREVE

Pour la classe ouvrière, *la grève est un besoin vital*. C'est une bataille où il s'agit d'arracher par la force au patron des concessions que celui-ci ne céderait pas autrement. La grève est une chose sérieuse : elle se prépare.

Une grève attendue et préparée depuis longtemps

Depuis longtemps des tracts avaient circulé, avançant les principales revendications, appelant les ouvriers à l'union. Ce n'est pas le bureau du syndicat qui a fait ce travail, mais un petit noyau d'ouvriers combattifs qui ont dû imposer au syndicat de convoquer des réunions d'ouvriers, de mettre à la disposition des travailleurs un local afin d'assurer des permanences, de sortir un bulletin d'information rédigé par les travailleurs immigrés. C'est ainsi qu'ont pu se tisser des liens entre les 6 entreprises, malgré l'attitude des bonzes qui, à chaque réunion, n'avaient rien d'autre à proposer que l'élection de délégués, l'entraide individuelle ou la vente massive de timbres syndicaux.

Il fallait donner aux travailleurs confiance dans leur propre force et cela ne pouvait pas se faire en entrant tout de suite dans une grève comme le proposait la CFDT l'année dernière, mais dans de petites escarmouches où pouvaient se souder les rangs ouvriers, où pouvaient se sélectionner les éléments capables de diriger leurs camarades. Tout cela s'est fait en dehors du contrôle des bonzes. C'est ainsi qu'en janvier 1977, les 200 ouvriers de la n° 1 ont débrayé 24 heures pour exiger d'être payés au jour promis et non pas suivant le bon vouloir du comptable. Cette action avait été immédiatement critiquée par le bonze, sous prétexte que si les travailleurs avaient gagné quelque chose d'un côté, ils avaient de l'autre perdu une demi-journée de salaire !

Quelques semaines avant qu'elle ne commence, la pression montait tellement que dans toutes les réunions, des ouvriers parlaient de la grève. Un bonze fit aussi une proposition de grève immédiate. Les ouvriers qui avaient pris la responsabilité d'organiser leurs camarades expliquèrent que, pour faire la grève, il fallait la préparer, qu'il fallait entraîner les ouvriers de toutes les entreprises. C'est ce qui fut fait grâce à une série de réunions générales qui rassemblèrent d'abord les ouvriers de deux entreprises, puis de cinq des six entreprises. Dans ces réunions, on parla de la plate-forme de revendications. On discuta du besoin d'une caisse de grève : on obligea les bonzes à mettre la Caisse de Grève de la CFDT à la disposition de l'ensemble des grévistes, et non des seuls travailleurs ayant plus de six mois de timbres sur leurs cartes syndicales. On décida une journée de mobilisation et d'avertissement le 23 mai avant de se mettre en grève le 31, si rien ne venait.

Pour la CFDT, une grève comme les autres, sans préparation

La CFDT n'a pas opposé de résistance ouverte à la grève, mais elle n'a rien préparé de son côté. Alors que les éléments les plus influents soudaient les ouvriers des 6 entreprises, les bonzes ne firent rien pour créer un soutien au mouvement.

En effet les 6 entreprises ne travaillent pas seulement dans le métro ; elles ont aussi d'autres activités dans des secteurs comme les gares, les hôpitaux, les grands magasins, etc. Il aurait fallu, pour créer un rapport de force favorable, entraîner les autres travailleurs de ces entreprises dans le mouvement.

Mais surtout les 6 entreprises de nettoyage sont, pour leur activité dans le métro, de véritables sous-traitantes de la RATP. Cette dernière devait céder avec elles ou pouvait alors leur donner une force décuplée : il aurait donc fallu mobiliser les travailleurs de la RATP, surtout les catégories les plus basses et les préparer à l'éventualité d'une grève coordonnée avec celle des nettoyeurs.

Il faut dire que l'année précédente, les bonzes CFDT avaient refusé l'adhésion des nettoyeurs au syndicat de la RATP

sous prétexte qu'ils n'appartenaient pas à la même entreprise ! De plus, au cours d'une des réunions de délégués qui précédèrent la journée du 23, un représentant d'employés du métro présent affirma le besoin d'un mouvement dans sa catégorie. Mais il ne fut pas entendu.

Pourquoi les bonzes n'ont-ils pas pris la peine de préparer les travailleurs de la RATP à la grève ? En réalité, pour eux, la grève n'est pas conçue comme *épreuve de force* mais comme une *protestation inoffensive*.

S'ils ne s'y sont pas opposés, c'est parce qu'on était à la veille de négociations habituelles, c'est parce qu'il était utile, pour eux, de faire un petit mouvement : cela donne du prestige aux bonzes tout en servant de soupape à la combativité ouvrière ; de plus, cela permet au patron de voir s'il a intérêt à lâcher quelque chose ou bien s'il peut encore attendre : tout le monde y trouve donc son compte, les ouvriers, les bonzes et... les patrons ! Aussi, pour Becker et Bobichon, respectivement responsable de la CFDT-RATP et secrétaire de l'UD-CFDT de Paris, qui ont su gagner, au cours de la lutte, le solide mépris des travailleurs dont ils avaient en grande partie la confiance au début, la grève était-elle "reconductible tous les jours", car elle ne devait servir qu'à obtenir "l'ouverture de négociations". Mais pour les ouvriers, même s'ils ne s'attendaient pas à un conflit aussi long, il s'agissait bien d'une "grève illimitée", poussée "jusqu'à satisfaction des revendications", "menées jusqu'au bout" comme cela a été souvent dit à la tribune de l'Assemblée Générale. C'est sur ce malentendu qu'a démarré la grève.

La n° 3 se joint enfin au mouvement

Mais la n° 3, où le principal syndicat était la CGT, n'avait pu encore être entraînée dans la lutte. Ce n'est qu'au quatrième jour de la grève que le vigoureux travail de propagande des ouvriers des autres entreprises put les aider à passer par-dessus l'opposition de leurs délégués : ils déchirèrent massivement leur carte CGT et adhérèrent sur-le-champ à la CFDT en entrant dans la grève, le vendredi 3 juin, dans l'enthousiasme de *l'unité totale* qui était ainsi réalisée.

LA POPULARISATION DE LA LUTTE ET LES COLLECTES

Les patrons n'ayant pas répondu à la demande de négociations appuyée par la journée de débrayage du 23 mai, la grève est donc partie le mardi 31. Les grévistes se réunissaient tous les matins de 10 heures à 12 heures à l'annexe de la Bourse du Travail. Après quelques jours de vote pour la reconduction de la grève jusqu'au lendemain 10 heures, Bobichon et Becker ont dû reconnaître l'évidence et abandonner ce formalisme ridicule.

SOLIDARITE ACTIVE

AVEC LES TRAVAILLEURS DU NETTOYAGE DU METRO EN LUTTE !

Les 1000 nettoyeurs du Métro sont en grève totale depuis le 31 mai. Ils luttent contre l'exploitation forcée de la RATP et des 6 entreprises sous-traitantes qui les traitent comme des bêtes et les volent en profitant de leur situation précaire d'immigrés. Ils luttent jusqu'à satisfaction notamment :

- pour le respect et l'application des conventions collectives
- pour 2300 F pour tous dès l'embauche pour 175 H
- pour que les dimanches et jours fériés soient payés à 100%
- pour 2 jours de repos consécutifs par semaine
- pour le paiement intégral des jours de grève
- pour la baisse des cadences
- pour l'embauche immédiate de personnel permanent supplémentaire
- pour 2 mois de congés payés si ceux-ci n'ont pas été pris l'année précédente
- pour l'application des règles d'hygiène et de sécurité (la législation n'est pas appliquée)
- pour le paiement d'une prime pour le travail de nuit.

Dans ce combat, leurs 6 patrons et la RATP ont derrière eux la solidarité d'entreprises briseuses de grève, de la police qui les protège, du gouvernement qui tient au respect du plan Barre ; et ils n'ont jusqu'ici lâché que des miettes insultantes, rejetées par deux fois avec mépris (le 9 et 14) par les grévistes.

PROLETAIRES, CAMARADES !

Devant ce front, la détermination des nettoyeurs est farouche, leur unité et leur enthousiasme magnifiques. Mais cela ne suffit pas.

Leurs revendications sont aussi les vôtres. Ils ont besoin de l'aide de tous les travailleurs pour faire plier les patrons.

Ils ont besoin de l'aide des travailleurs de la RATP, dans le métro, ou les syndicats n'ont organisé qu'une solidarité toute symbolique pour aider les nettoyeurs. Les travailleurs de la RATP peuvent-ils travailler dans une situation où la police renforcée fait bosser les jaunes avec ses chiens ?

Ils ont besoin de l'aide des travailleurs français, qui ont plus de liberté de mouvement et peuvent les aider utilement, en se mettant à la disposition du comité de grève pour populariser leur lutte, pour convaincre malgré la police les travailleurs des entreprises briseuses de grève de rejoindre leur mouvement.

Ils ont besoin de l'appui militant et financier de tous les travailleurs, français et immigrés, qui doivent pousser partout les sections syndicales à organiser le soutien, militant et financier -et sinon à le faire par-dessus elles ! - à la lutte des nettoyeurs.

VIVE LA SOLIDARITE OUVRIERE !

----- VENEZ NOMBREUX AU MEETING DE SOLIDARITE -----
organisé par le Comité de grève et l'UD-CFDT

SAMEDI 18 JUIN 20 h 30

SALLE DE LA MUTUALITE

Apportez votre soutien au Comité de grève, 67, RUE DE DUNKERQUE, PARIS 9e.

GROUPES SYNDICAUX DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

Tracts et délégations

Il fallait donc populariser la lutte. Les grévistes le demandaient, les délégués au Comité de Grève, mis en place dès le vendredi 2 juin, exigeaient l'appel aux ouvriers français. Ils ressentait profondément que la plate-forme de revendications de la grève intéressait toutes les catégories, qu'elle comportait des revendications communes à l'ensemble des ouvriers ; ils ressentait aussi le besoin d'élargir le mouvement pour être plus forts face aux patrons et à la RATP.

L'UD-CFDT ne lança un tract de popularisation que le mardi 7 juin (à cette date, nous avions pour notre part déjà diffusé un tract appelant les ouvriers à la solidarité et au soutien financier), soit une semaine après le début du conflit. Le tract a été diffusé massivement dans les gares et le métro, mais il s'adressait à "la population en général".

De leur côté, heureusement, des délégations de gréviste avaient commencé, elles, à s'adresser à leurs frères de classe, aux ouvriers des usines, notamment à Renault où le lundi 6 une délégation de nettoyeurs faisant une collecte travailla la main dans la main avec nos camarades qui étaient là pour diffuser notre premier tract appelant à la solidarité avec les grévistes. Pendant toute la grève d'ailleurs, des délégations de nettoyeurs allèrent rencontrer les ouvriers d'autres entreprises en grève, notamment l'Alstom, la Sécurité Sociale, une entreprise métallurgique d'Argenteuil.

La bataille du meeting à la Mutualité

Dès ce moment-là, c'est une véritable bataille qui a dû être engagée entre les délégués qui exigeaient un meeting de solidarité à la Mutualité et les bonzes qui n'en voulaient pas. Ces derniers utilisèrent tous les arguments possibles : pas d'argent, pas de salles libres, etc. Finalement, ils durent accepter le principe de ce meeting mais ils se vengèrent de trois façons.

D'abord, ils le placèrent quatre jours seulement après qu'ils aient cédé, le samedi 18, laissant ainsi peu de temps pour la publicité, faite d'ailleurs avec un tract où ils avaient censuré l'essentiel de la proposition faite par des délégués du Comité de Grève. De plus, les tracts n'ont pas été réellement diffusés par le syndicat : ils ont été placés sur des tables à l'entrée des cantines RATP. Ajoutons que les bonzes de l'UD voulaient même les faire payer aux militants qui se proposaient au Comité de Grève pour les diffuser !

Ensuite, ils ont dénaturé le meeting en le transformant en un "gala" en l'honneur de la "diversité culturelle des multiples nationalités" des grévistes, au mépris du sens réel d'une grève qui regroupait tous les ouvriers, quelle que soit

leur nationalité !

Enfin, les bonzes voulurent parler au nom du Comité de Grève. Devant l'opposition de celui-ci, ils voulurent limiter le temps de parole et contrôler ce qui devait être dit, mais sans succès. Mais surtout, alors qu'avant le meeting, les bonzes avaient finalement admis la lecture de messages de solidarité, pendant le meeting, ils s'y opposèrent violemment sous prétexte qu'il y avait trop de messages et que le temps de lecture empiéterait sur celui du spectacle. Devant les reproches des délégués, ils menacèrent même de fermer la salle ! Ils voulurent notamment empêcher de parler un délégué de la Coordination des foyers Sonacotra, ce qui est un comble quand on sait que de nombreux travailleurs du nettoyage habitent précisément dans les foyers et participent à la grève des loyers.

Cette obstruction a provoqué une véritable révolte dans la salle qui, debout, a encouragé la prise du micro par un délégué du Comité de Grève qui l'a remis au délégué de la Sonacotra. C'est à ce moment-là que les bonzes ont révélé à quoi servait leur service d'ordre : celui-ci est accouru pour protéger la tribune contre les travailleurs, laissant ainsi libre l'entrée de la salle au risque de permettre une irruption d'éléments provocateurs ! On comprend pourquoi les bonzes ont dénoncé notre offre faite au Comité de Grève de fournir des bras pour assurer la protection du meeting, ce que nous avons dû tenter d'assurer naturellement d'une autre manière.

Le lendemain, Becker fit une intervention remarquée en Assemblée Générale : il dénonça la prétendue "manipulation" de membres du Comité de Grève par des "éléments extérieurs", accusa publiquement un délégué d'être à l'origine des "incidents" de la veille, menaça les travailleurs et les somma de choisir entre le délégué accusé et la CFDT ! Il fit un chantage au retrait de la CFDT de la grève. Puis, le lundi 20, un bonze voulut associer le Comité de Grève à un communiqué de presse condamnant les "incidents" du samedi. Naturellement, leur manœuvre a été contrée.

La CFDT change la manifestation en délégation

C'est en poursuivant la même politique que les bonzes refusèrent ensuite la manifestation de protestation dans un quartier ouvrier prévue le jeudi 23 juin au Comité de Grève. Le lendemain, ils avaient décidé sans consulter personne, ni le Comité, ni l'AG, de faire un rassemblement devant le ministère du Travail le jeudi 30, c'est-à-dire, premièrement dans un endroit où il était impossible de se rassembler sans qu'il y ait plus de flics que d'ouvriers et, deuxièmement, à une date à laquelle on pouvait penser que le conflit arriverait à sa fin. La manœuvre des bonzes n'est pas passée inaperçue, puisque, plusieurs fois, des délégués sont revenus au Comité de Grève sur leur proposition de manifestation, toujours refusée par les bonzes. D'ailleurs au dernier moment, le lieu de rassemblement a été changé, si bien qu'en lisant le tract appelant au rassemblement, personne ne savait plus où il fallait aller. Naturellement, ce tract, la CFDT s'est bien gardée de

le distribuer dans les quartiers ouvriers : à part les gares, les autres points de diffusion ont été la Défense et ... les Grands Magasins !

Bref, alors que dans toute grève, les travailleurs cherchent à entraîner la solidarité de leurs frères ouvriers, pour les chefs syndicaux réformistes, les travailleurs n'ont droit qu'à une "solidarité" filtrée par eux et préalablement alignée sur l'orientation majoritaire des confédérations, exprimée par les eunuques de la bureaucratie syndicale.

Les collectes

Pour ce qui est des collectes, celles qui sont arrivées des sections syndicales n'ont certainement pas été faites à l'appel officiel des bonzes. Elles viennent des militants de la base manifestant leur solidarité aux grévistes. Presque tous les jours arrivaient, à l'Assemblée Générale, comme au Comité de Grève, des motions de solidarité et des collectes. Certaines étaient envoyées par des partis politiques, mais la plupart venaient de sections syndicales, CGT ou CFDT, comme cela a été le cas de l'ANPE, de la Sécurité Sociale, du centre de tri de Créteil, des fonderies de l'Authion, de l'Association pour l'Enseignement des Etrangers et bien d'autres encore ; dans la dernière semaine, se créèrent également deux comités de soutien, dans le 14ème et le 18ème, qui envoyèrent des collectes. Mais les sommes rassemblées sont, malgré tout, restées insuffisantes, puisqu'elles ne semblent pas avoir dépassé 180 000F (ce qui, pour plus de 1000 travailleurs, fait à peine 180F par travailleur).

Par ailleurs, les travailleurs ont pu se rendre compte que ces collectes n'ont véritablement commencé à rapporter qu'à partir du moment où ils se sont mobilisés pour les faire eux-mêmes dans les quartiers, les gares, etc. Enfin, il faut dire que sans une bataille pour obtenir l'argent des collectes, accaparé par l'UD même lorsqu'elles étaient faites au nom du Comité, le syndicat n'aurait même pas versé les 100 malheureux francs distribués aux grévistes à la quatrième semaine du conflit !

Il a fallu aussi qu'une bagarre au Comité de Grève ait lieu pour faire promettre de publier les listes des souscriptions, et d'ailleurs la promesse n'a pas encore été tenue... Pour les bonzes, tout naturellement, l'argent n'est pas au service de la lutte ; il est au service de leur politique de pompiers sociaux et doit constituer un *moyen de pression* pour cette politique. C'est pourquoi il n'était prévu de donner le reste de l'argent que vers le 12 juillet...

LE BESOIN D'ETENDRE LE MOUVEMENT A LA RATP

Les 6 entreprises de nettoyage étant sous-traitantes de la RATP, il est clair que c'est cette dernière qui décide en fin de compte et que c'est à elle qu'il fallait *faire mal* pour vaincre. Nous avons déjà vu que le syndicat n'avait rien fait avant la grève pour donner des appuis aux nettoyeurs.

Aucun travail de la CFDT à la RATP

Il était donc tout à fait hypocrite de dire ensuite qu'il était difficile d'agir à cause de la difficulté qu'il y aurait eu à faire bouger les travailleurs et à cause du fait que la CFDT est minoritaire à la RATP, où elle récolte près de 10% des voix aux élections professionnelles.

Le syndicat CFDT a dès le début du conflit diffusé un tract expliquant la plate-forme revendicative des nettoyeurs du métro. Mais il s'est bien gardé d'expliquer aux autres travailleurs du métro leurs *responsabilités envers la grève*. Il a fallu que le Comité de Grève exige de lui qu'il s'adresse aux travailleurs de la RATP pour les appeler à ne pas briser la grève !

Si une véritable propagande avait été faite, les syndiqués de la RATP auraient-ils été si peu nombreux au meeting du mercredi 8, au rassemblement du jeudi 9 - où étaient théoriquement appelés "tous les militants parisiens de la CFDT" - , ou au meeting du samedi 18 ? Auraient-ils été aussi peu nombreux aux piquets de grève, où les travailleurs ont pu les compter sur les doigts de la main ?

Le caractère minoritaire du syndicat ne peut pas expliquer que ni la CFDT, ni la CGT n'aient rien fait pour convaincre les employés du métro de se solidariser avec le mouvement. La seule chose qu'ils aient faite a été de prendre à témoin les employés de la RATP de leur incignation devant la "poubellisation" du métro, de rappeler les responsabilités de la direction devant le mauvais fonctionnement du service public, en se faisant les porte-paroles non pas des ouvriers, mais des usagers.

Et pourtant, il y aurait eu des possibilités d'extension...

Et quand la CGT a été contrainte le mercredi 17 de montrer un semblant de solidarité par un arrêt-bidon de cinq minutes des voitures, la CFDT l'a dénoncée car "elle n'avait pas été consultée", au lieu de chercher à faire de cet arrêt une occasion d'élargir la réaction et de faire une propagande pour la lutte.

Quand, au début de juin, les employés du dépôt RATP d'Ivry se sont mis en grève, sans préavis, entraînant le lendemain la diffusion d'un tract CGT demandant des négociations, la CFDT en a-t-elle averti les nettoyeurs ? Il y avait pourtant là aussi une occasion de prendre des contacts fructueux ! Et quand une catégorie du métro s'est mise en mouvement, sous le chapeau de la CGT, de FO et de la CFDT, le mercredi 22, qu'a fait la CFDT ? A-t-elle profité de la manifestation organisée devant le siège de la RATP à l'heure de l'AG des nettoyeurs pour inviter ces derniers à aller parler aux ouvriers des ateliers en mouvement et leur expliquer que, par-delà les catégories et les formulations réactionnaires données à leurs revendications par les bonzes, *ils ont les mêmes intérêts* et les mêmes devoirs envers la lutte ouvrière ? Allons donc : la CFDT a refusé de se joindre au mouvement en disant qu'il était "ultra-catégoriel" et s'est bien gardée d'informer les grévistes de l'action en cours.

Tout ceci prouve une chose : c'est que la CFDT se sert de ses querelles avec la CGT ou bien, selon les circonstances, du besoin de l'unité avec sa grande soeur dans un seul but : *refuser toute lutte, ne rien faire de sérieux*.

En tout cas, la meilleure preuve qu'il était possible de faire un travail en direction de la RATP a été donnée par le fait suivant : quand une délégation de grévistes a pu se rendre à la cantine de Championnet, là où travaillent plus de 1000 ouvriers RATP, elle a pu, à deux reprises, le jeudi 30 et le lendemain, discuter avec des travailleurs de la RATP. Voilà le genre de contacts qu'il s'agit de rendre systématiques dès avant les prochaines luttes !

La démagogie des bonzes

La désertion de la lutte par les sections RATP de la CFDT, dont le syndicat dirigeait pourtant officiellement la grève des nettoyeurs affiliés in extremis à ce syndicat, n'a pas empêché Becker de se lancer vis à vis des grévistes dans des tirades démagogiques. Au début du conflit ne clama-t-il pas : "Nous ne savions pas, nous, militants de la RATP, que vous, camarades du nettoyage, étiez dans une situation aussi misérable (...). Maintenant nous le savons et nous ne le tolérons pas !" Et, au "gala" du 18 juin, ce fut pire : "Nous étions habitués à la négociation à froid avec les patrons (...). Nos camarades du nettoyage nous ont donné une leçon : ils nous ont enseigné ce qu'est la lutte !" Bien sûr ce n'étaient que des paroles destinées à faire croire aux nettoyeurs que le syndicat s'activait à la RATP.

Comment expliquer le refus des bonzes d'élargir la lutte à la RATP ? Pour eux les principes sont les suivants : il faut assurer la bonne marche de l'entreprise et la bonne entente entre les ouvriers et les patrons - surtout si le patron c'est l'Etat ! - et non pas la *défense inconditionnelle*

des travailleurs et leur union nécessaire dans la lutte. La grève n'étant pas pour eux une arme de lutte, il n'y a pas à construire un rapport de force favorable aux ouvriers en grève. La "lutte" ou plutôt la "protestation" doit rester bien sagement limitée à la catégorie en attendant que le patron veuille bien donner sa réponse et que, de toute manière, on reprenne le travail en attendant son bon vouloir.

LA QUESTION DES JAUNES ET DES PIQUETS DE GREVE

Cette question s'est posée dès le début du conflit puisque dès la nuit du jeudi 2 au vendredi 3 juin, la station Opéra a été nettoyée par l'entreprise de Travaux Publics Sarre-Bowe qui effectue des travaux dans le métro tout comme l'autre société qui a été utilisée, la Satpro. Dans la soirée du 7 au 8 juin, des ouvriers de ces deux entreprises travaillèrent sous la protection des chiens, à Barbès, Pigalle, Château d'Eau et Nation. Des travailleurs des piquets furent embarqués, rossés et insultés au commissariat. La sensibilité des travailleurs a toujours été aiguë sur cette question et régulièrement, chaque soir, des dizaines de grévistes descendaient dans le métro pour prendre contact avec les ouvriers des entreprises jaunes et chercher à les convaincre, et ils y seraient arrivés plusieurs fois sans la pression de l'encadrement de ces entreprises.

Les travailleurs forment des piquets, la CFDT les boycotte

De leur côté les bonzes de la CFDT n'ont évidemment rien fait vis à vis des jaunes. La CFDT n'a rien organisé pour les piquets de grève. Elle s'est contentée d'appeler des volontaires à se faire inscrire à l'UD (sans doute pour dénoncer à la police les autres comme "extérieurs au conflit" en cas d'incident !) si bien que ces travailleurs "couverts par l'UD" ont rarement dépassé la dizaine. De plus, ils étaient sans directives ou alors ils avaient pour instructions de surveiller les autres travailleurs venus en solidarité avec les grévistes. En dépit des propositions maintes fois répétées de délégués du Comité de Grève pour faire un tract en direction des jaunes les conviant à se joindre au mouvement, à venir aux Assemblées Générales ou au Comité de Grève afin de voir comment on pouvait organiser un refus collectif de travail, la CFDT a mis un veto absolu à tout travail de ce type.

On peut rappeler l'épisode de l'intervention d'un représentant de notre section de parti venu apporter sa solidarité au Comité de Grève le mardi 21 juin; le refus par les bonzes d'utiliser les bras que nous offrons alors que les travailleurs se plaignaient de manque de militants français provoqua la saine révolte des délégués, en dépit des tentatives des bonzes de les effrayer en parlant de "récupération politique".

Il faut chercher la raison de cette attitude dans les principes courants dans la bureaucratie réformiste des syndicats : ils sont pour les piquets mais contre les incidents et pour la "liberté du travail" ; ils sont donc contre l'efficacité des piquets qui devraient, selon eux, seulement convaincre, avec l'autorisation du patron et de la police. Mais donnent-ils au moins les moyens de convaincre ? Non ! Car là aussi ils ont leurs méthodes particulières : il faut convaincre les travailleurs en demandant aux syndicats de ces entreprises d'organiser la solidarité, selon les principes de la division du travail et du domaine réservé entre bureaucrates. Mais ont-ils au moins pris ces contacts avec les syndicats des entreprises jaunes ? Non ! Et si on leur avait posé la question, ils auraient répondu qu'ils ne l'ont pas fait parce que les grévistes ne l'ont pas demandé, que c'est à eux de "gérer la grève", etc., etc.

Tout ce manège a été particulièrement clair quand, après les négociations du 22, qui n'ont rien apporté de substantiel, les grévistes ont unanimement décidé à l'AG du 23 de poursuivre la grève.

Comment empêcher la reprise de la n° 3 ?

La CGT n'avait pas hésité, elle, à jouer ouvertement les briseurs de grève en laissant encadrer les jaunes par des agents RATP syndiqués chez elle, et elle organisa la reprise à la n° 3. Les grévistes organisèrent aux Assemblées Générales du vendredi 24 et des jours suivants des expéditions pour aller dire à leurs camarades qu'ils avaient été trompés. Ces actions furent couronnées de succès et la confiscation des balais des jaunes apportés en AG le mardi suivant suscita l'enthousiasme à la Bourse du Travail.

Le vendredi 24, à la tribune, un délégué du Comité de Grève somma aussi les responsables qui avaient appelé à la reprise du travail de venir s'expliquer devant les grévistes. Il fallait que cet élan soit dissipé dans le labyrinthe des procédures syndicales. Le triste Bobichon invita donc les travailleurs au calme, à attendre qu'il prenne contact avec les responsables CGT, que la réponse soit donnée au Comité de Grève, que ce dernier répercuté en AG, etc., pour savoir s'il était vrai que la reprise s'effectuait et si, véritablement, la CGT avait bien demandé la reprise. Au Comité de Grève du dimanche soir, les bonzes invitèrent même les délégués à "calmer les travailleurs" et les sommèrent de "prendre leurs responsabilités". Naturellement, ils essayèrent un refus.

Evidemment, quand la réponse est venue, le mardi 28, soit 4 jours après (mais heureusement que les travailleurs n'avaient pas attendu, eux, pour prendre les contacts à la base !) on a appris ce à quoi on pouvait s'attendre, à savoir que la CGT n'avait jamais appelé à la reprise, mais que les travailleurs, "satisfaits des propositions patronales", avaient manifesté une "tendance irrésistible" à la reprise du travail, comme les grévistes ont pu s'en rendre compte...

Bref le principe là aussi est clair. Si l'initiative ne vient pas de la base, il ne se passe absolument rien. Mais si la moindre intention de mouvement se fait sentir, c'est le branle-bas de combat : les bureaucrates ont recours à tout leur arsenal pour éteindre l'incendie.

Ces manoeuvres ont été violemment dénoncées par plusieurs délégués au Comité de Grève, à partir du samedi 25 : ils accusèrent la CFDT de porter, *dans les faits*, parce qu'elle n'a pas organisé la riposte nécessaire, *la même responsabilité que la CGT* dans le travail des jaunes et dans l'impuissance des travailleurs à résister à la police, désormais renforcée par les CRS.

Qui a la force a le droit !

La véritable "forme de lutte" proposée par les bonzes CFDT contre les jaunes a été d'abord d'envoyer une délégation pour "occuper" le siège de la RATP le samedi 4 juin afin d'avoir l'assurance de la Direction qu'elle n'utiliserait plus de méthodes provocatrices ! Bien sûr, la Direction promet tout ce qu'on voulait, mais n'en continua pas moins. Les bonzes décidèrent ensuite de porter plainte, car, paraît-il, il découlerait, en bonne justice, du "droit de grève", que l'utilisation des jaunes est ... illégale. Tandis qu'ils faisaient miroiter aux ouvriers la protection de la justice, les CRS, eux, ne se sont pas gênés pour matraquer les piquets, au nom de la "liberté du travail", également inscrite dans la sacro-sainte Constitution, et même d'interpeller Bobichon en personne. Soit dit en passant, ils auraient pu le garder, mais il est vrai qu'il fait du meilleur travail dans le syndicat qu'en taule !

Evidemment, ce n'est pas l'invocation du droit qui donne raison aux ouvriers. C'est leur force collective. S'il en fallait une preuve supplémentaire, elle serait donnée par le retrait des deux licenciements de grévistes prévus par le patron d'ONET. Ce retrait, la simple plainte déposée par les bonzes CFDT devant les prud'hommes ne l'aurait jamais obtenu ; il est le résultat de la pression collective des travailleurs, de leur refus de se laisser intimider par ces licenciements, de leur décision de poursuivre la grève, et notamment, du rassemblement combatif de protestation du mardi 21 devant les bureaux de la société.

LA CFDT ET LA REPRISE DU TRAVAIL

Le souci de la reprise du travail existe en général pour les bureaucrates syndicaux dès le jour du déclenchement de la grève. C'est ce qui explique tout le cinéma du quotidien pour "reconduire la grève pour 24 heures", alors que, pour les ouvriers, elle était bien "illimitée". Nous avons vu que la manoeuvre des votes a été vite contrée et qu'on n'a plus voté en Assemblée Générale.

L'affaire des gros papiers

La première tentative sérieuse de briser la grève eut lieu le jeudi 9, alors que la veille, l'AG avait repoussé avec mépris "l'aumône de 30 F d'augmentation mensuelle". Ce jour-là, une délégation CFDT devait être reçue au siège de la RATP, devant lequel un rassemblement était organisé. Les bonzes se montrèrent soucieux, au même titre que la direction, de la "sécurité des usagers" mais beaucoup moins de l'intérêt des travailleurs, c'est-à-dire qu'ils se servent du prétexte de la sécurité des usagers dont ils se foutent par ailleurs pour empêcher les travailleurs de se défendre ! Et ils firent cette proposition à la direction de la RATP : les grévistes ramassent les gros papiers, et la direction n'emploie plus de jaunes. La belle affaire ! Si les ouvriers reprennent le travail, il n'y a plus besoin de briseurs de grève !

Le jeudi soir, les bonzes proposèrent au Comité de grève de souscrire à l'accord passé entre eux et la RATP sur les "gros papiers" et ils montèrent tout un scénario avec coup de téléphone annonçant qu'un incendie se déclarait dans le métro. Mais cela ne marcha pas. Les délégués de la n° 1 sortirent même de la salle... Le lendemain, à l'AG, Bobichon menaçait les grévistes : l'UD avait tout fait pour eux, elle ne pouvait plus, s'ils persistaient dans leur refus, "assurer leur sécurité" ! Comme si la CFDT avait jamais assuré la sécurité des travailleurs ! En fait, la CFDT refusait d'envisager un véritable travail envers les jaunes et de véritables piquets de grève.

Certains délégués qui, la veille au Comité, étaient tombés dans le piège tendu par les bonzes, firent des excuses publiques devant les ouvriers ; les traducteurs refusèrent de traduire les propos des bonzes syndicaux, les délégués refusèrent de se prêter à un vote sur de telles "propositions", et la salle s'enflamma quand un délégué conclut : "Frères, nous sommes en grève totale !"

Une deuxième tentative avortée de faire reprendre

La deuxième tentative sérieuse pour briser la grève vint les 22 et 23 juin, après les négociations avec le patron. Cela permet de comprendre la règle de conduite des bureaucrates : la grève est menée comme un simple arrêt de travail qui a pour but de donner au patron la température la plus juste du mécontentement des ouvriers ; le patron donne quelque chose en conséquence, compatible avec son profit et en s'arrangeant pour que ces miettes désamorcent la combativité en en faisant si possible un instrument de division des ouvriers ; et, dès qu'il a fait ses "propositions", le travail des bonzes est de les faire accepter par les travailleurs, quelles qu'elles soient, en attendant le prochain rendez-vous programmé par les conventions collectives ou les commissions paritaires. C'est pourquoi, chaque fois qu'il y a négociation conduite par les bonzes, il y a un danger pour la lutte !

LES RESULTATS ECONOMIQUES DE LA GREVE

Qualifiés d'"acquis importants" par le tract de la CFDT du 4 juillet, les résultats de la lutte sont à juger non par rapport aux salaires antérieurs comme le font les bonzes -CFDT comme CGT- mais par rapport à ce qui était déjà obtenu sans la lutte.

Les bonzes ont tenté de trouver dans l'exagération qu'ils ont faite des résultats économiques de la grève, un motif supplémentaire pour faire reprendre le travail plus vite. Par exemple, à l'AG du vendredi 31, Bobichon a expliqué que la prime de fin d'année passait de 450F en 1976 à 780F pour la catégorie C2 (nettoyeurs de jour), soit une augmentation de 330F ou de 73,30%. En réalité elle était déjà prévue à 653F dès le début du conflit (tract CFDT du 31 mai). L'acquis de la grève n'est donc en réalité que de 127F, soit 19,40.

Un autre exemple est donné par le satisfecit de Syndicalisme Hebdo (CFDT) du 6/7 qui additionne en réalité les propositions patronales initiales et les acquis de la grève pour conclure que "le salaire minimum, qui atteignait à peine 1700 F, approchera les 2000 F".

Dans l'ensemble, pour la catégorie C2, le salaire mensuel net pour 22 jours et 41 heures passé de 1650,02F à 1754,38F soit une augmentation de 6,3%, mais "l'acquis" de la lutte sur le salaire de base ne dépasse pas 3%.

A cela s'ajoute l'augmentation des primes de panier, de transport, etc (qui ne fait qu'appliquer la législation!) et qui constitue une augmentation de 2% par mois.

Enfin une augmentation supplémentaire de 2% est prévue au 1er octobre, ce qui portera à ce moment là "l'acquis" total de la lutte à 7% pour tous, (ceux qui ont plus d'un an d'ancienneté ayant la prime de fin d'année augmentée, ceux qui ont plus de 2 ans d'ancienneté voyant la prime de vacances augmentée).

Ce calcul isolé pourrait démontrer que du seul point de vue économique la lutte paie. Mais ces résultats ont été complètement annulés pour 15 mois par la reprise catastrophique à laquelle a contraint la CFDT, puisqu'elle n'a pas utilisé la force collective des grévistes pour imposer le paiement au moins partiel des jours de grève.

Malgré tout, avec ces 7%, les nettoyeurs sont loin du compte. Ils demandaient 2300F minimum. Ceux qui travaillent la nuit devront encore faire beaucoup d'heures supplémentaires pour y parvenir, toutes primes comprises. Alors que dire de ceux qui travaillent de jour!

Le mercredi soir, donc, Bobichon et Becker réussirent à obtenir du Comité de Grève que l'AG du lendemain se prononce par un vote. Mais le Comité est quand même parvenu à exiger que ce vote s'effectue à main levée et non à bulletins secrets et, de plus, que la première question posée concerne la prolongation de la grève et non la reprise. Le jeudi, Bobichon et Becker exposèrent les "propositions patronales" sans le moindre commentaire, à la manière de ces huissiers qui veulent paraître les plus objectifs et les plus neutres possibles. On se doute en voyant ce spectacle de l'ardeur avec laquelle les bonzes doivent défendre la cause des ouvriers devant les patrons ! Puis Bobichon insista sur l'importance du vote, de la décision, etc. Quelle ne fut pas sa déception quand la salle se prononça *unanimentement* pour la poursuite de la grève, pas une main ne s'étant levée pour la reprise !

La fameuse "dernière carte" des bonzes

Les jours qui suivirent furent marqués par l'appel à la reprise de la CGT, par la complicité évidente des bonzes CGT et CFDT pour tenter de détourner vainement les grévistes de chercher le contact avec leurs camarades trompés de la n° 3, et de nouvelles négociations eurent lieu le 30, dans le but évident d' n finir car même le ministre des transports Cavallé était déjà intervenu publiquement pour dénoncer la grève, les "entraves à la liberté du travail", tandis que dans le métro la police était renforcée par les CRS.

Le fameux Bobichon avait bien mis en garde les grévistes que le rassemblement du jeudi 30 devant le ministère, où s'effectuaient les négociations, était la "dernière carte à jouer", comme si les travailleurs jouaient précisément à la grève ! De plus, *L'Humanité* du 29, c'est-à-dire de la veille, révèle le contenu des négociations : les syndicats n'allaient pas parler de la plate-forme des grévistes, mais essentiellement demander d'avancer au 1er juin l'augmentation de 2% prévue d'abord au 1er janvier ; la poire a été coupée en deux, et l'augmentation a été ramenée au 1er octobre, et c'est tout.

C'est forts de cette ultime et formidable "concession" que, le vendredi matin, les bonzes parvinrent à arracher au Comité de Grève que l'AG vote sur ces propositions et qu'un délégué déclare en son nom laisser la décision à l'AG sans donner d'indication générale. Après une nouvelle exposition fastidieuse des "acquis de la lutte", pour l'exposé desquels on a empêché les travailleurs et les délégués de s'exprimer, Bobichon déclara avec un cynisme à toute épreuve : "Les patrons ne céderont plus rien, ils nous l'ont dit" ! Il révélait ainsi qu'il se faisait devant les ouvriers l'avocat des patrons : "Je vous avais prévenu ; vous avez joué votre dernière carte ; maintenant, les patrons ne peuvent plus payer" !

En effet, même dans le cas où un dirigeant qui se place vraiment du point de vue des ouvriers aurait appelé à la reprise, il n'aurait pu le faire ainsi : il aurait expliqué le rapport des forces, ce qu'il aurait fallu faire pour être plus forts. Là, rien. Bobichon a ajouté : "On ne peut pas tromper 1000 ouvriers en leur disant qu'on peut continuer la grève dans ces conditions".

Mais, monsieur Bobichon, vous les avez toujours trompés, les travailleurs, depuis le début ! La vérité est qu'avec vos méthodes de conciliation des intérêts de classe, de refus d'organiser la lutte, la solidarité, avec vos méthodes d'aplatissement devant la bonne marche du service public, même une grève d'un an serait une *défaite* et ne créerait pas un rapport de forces favorable !

Le secrétaire de l'UD a alors révélé que, jamais, pendant les négociations, les bonzes n'avaient parlé des véritables revendications des grévistes, et notamment du paiement intégral des journées de grève : "C'est une habitude, a-t-il déclaré, qu'on ne discute jamais de cette question avant que les travailleurs aient décidé le principe de la reprise", ce qui constitue évidemment la meilleure manière de se priver de la force indispensable pour obtenir cette revendication.

Les bonzes cassent la grève et sabotent la reprise

Le principe d'une nouvelle assemblée le soir même pour confirmer la reprise après les discussions de l'après-midi sur le paiement des jours de grève était donc acquis d'avance si le vote de l'AG était favorable à la reprise. Toute discussion a été empêchée : il fallait faire vite, il fallait voter, *il fallait en finir* avec une grève qui avait déjà duré un mois plein et qui, sans doute plus d'une fois, avait empêché de dormir ces bureaucrates vendus.

Néanmoins, un tiers des votants a encore eu la *fierté de refuser cette reprise catastrophique*, "organisée" sous forme de débandade, comme si les travailleurs devaient avoir honte d'avoir fait la grève.

Tout ce cinéma était manigancé : les bonzes, dès la fin de l'AG sont partis en courant pour aller retrouver les patrons qui attendaient de savoir s'ils avaient réussi à faire le travail prévu. Les patrons, bien entendu, ne sauraient attendre, à la différence des travailleurs, que les bonzes se sont attachés à faire patienter pendant toute la grève.

L'Assemblée Générale du soir avait été astucieusement prévue rue de Dunkerque, sous le faux prétexte que la salle de la Bourse était prise : la vraie raison était qu'il était ainsi plus facile de filtrer les ouvriers, de contrôler les cartes syndicales. Et les bonzes ont joué sur la démoralisation qu'ils avaient provoquée parmi les travailleurs en les divisant par leurs manoeuvres et le vote du matin pour refouler des travailleurs de l'assemblée, malgré les protestations de délégués et d'un noyau d'ouvriers. Cette assemblée a cependant été l'occasion d'une dénonciation déjà entamée en AG le mercredi 29, de la politique criminelle de l'UD-CFDT, malheureusement dans la seule langue arabe, les travailleurs africains n'ayant pas pu profiter de ces conclusions et des critiques faites.

Dès le lendemain, le travail devait reprendre. Certes, les bonzes ont joué sur l'épuisement physique de nom-

breux ouvriers mais, même en cas de reprise du travail, une direction classiste de la grève aurait prévu un ou deux jours pour permettre aux travailleurs de souffler un peu. Il aurait fallu du temps pour faire un bilan de la grève : bien entendu, les Becker et les Bobichon n'y ont aucunement intérêt, tant le risque est grand pour eux de se faire cracher au visage. Il aurait fallu discuter de la manière de faire face aux inévitables tentatives du patron d'intimider les travailleurs des secteurs les plus faibles, de réprimer des ouvriers qui se sont mis en avant ; il aurait fallu avoir le temps de prévoir de prochaines réunions, d'établir de solides liaisons entre les entreprises rendues plus difficiles par le travail. Bref, il aurait fallu organiser la retraite et la reprise du travail, car la lutte ne s'arrête pas là. Les bureaucrates ont fait avec la reprise comme avec la préparation de la grève, et comme avec la grève elle-même : ils l'ont sabotée. Mais la détermination de nombreux délégués de continuer leur lutte garantit qu'en fin de compte, en dépit du retard provoqué par les manoeuvres des bonzes, le travail pourra être fait.

L'ASSEMBLEE GENERALE ET LE COMITE DE GREVE

Dès le début de la grève, les représentants des travailleurs de la n° 1 avaient demandé la constitution d'un Comité de Grève à l'Assemblée Générale du vendredi 3 juin. Becker s'était publiquement étonné de cette proposition "car presque tous les grévistes étaient syndiqués à la CFDT". Il avait raison de prendre cette proposition pour de la méfiance envers la politique qu'il représente. Il fut aussi demandé à cette AG que l'argent de la Caisse de Grève de la CFDT soit disponible pour les grévistes, et que l'argent des collectes passe sous le contrôle des travailleurs et profite, comme l'accord en avait déjà été pris avant la grève avec le syndicat, à tous les grévistes, syndiqués ou non. Sage précaution ! Malheureusement, la CFDT a pu conserver la main mise sur tout l'argent et le Comité n'a pas pu faire passer dans la pratique cet objectif pour lequel il s'était aussi constitué.

Etant donné que les besoins de la lutte devaient nécessairement entrer de plus en plus ouvertement en contradiction avec la méthode des bonzes opportunistes de la RATP et de l'UD pour la simple raison que la grève revendiquait d'emblée des objectifs et des méthodes classistes et se plaçait dès le début sur un *terrain authentiquement prolétarien*, il était inévitable que, dans le cours du conflit, l'opposition mûrisse entre les véritables représentants des ouvriers et les bonzes du syndicat. C'est ce qui ressort de tout ce que nous avons rappelé précédemment. Nous avons vu que cette opposition s'est souvent manifestée comme une opposition entre le Comité de Grève et les bureaucrates du syndicat : sur la question de la solidarité de travailleurs et de militants français, ou immigrés, sur celle de la popularisation de la lutte, sur celle des collectes, sur celle des jaunes et des piquets de grève, sur les rapports avec la CGT, sur tous les

points où se manifestaient des exigences brûlantes de la lutte.

Les tentatives des bonzes d'étouffer le Comité de Grève

Du début à la fin du conflit, la politique des bonzes a été de tenter de mettre le Comité en tutelle, de le reléguer dans un rôle subalterne, d'en faire un simple decorum pour cacher leur politique capitularde sous le manteau de la représentativité ouvrière. Et, dans ce but, ils ont utilisé toutes les méthodes.

Ils ont systématiquement joué sur la multiplicité des langues et des nationalités : il était indéniable qu'il y avait par exemple un écart relatif entre la combativité des Africains et des Maghrébins. Tandis que le travail des ouvriers les plus conscients a été tendu dans l'effort pour surmonter ce handicap, les bonzes ont tenté de s'en servir pour opposer les ouvriers entre eux. Ils ont par exemple empêché de traduire en français les critiques qui leur étaient portées en arabe, privant ainsi les Africains de la plus élémentaire des informations, du fait qu'il n'y avait pas de traducteur pouvant passer directement de l'arabe dans les langues africaines. C'est une tâche actuelle, même après la grève, de mettre les camarades africains au courant de tout ce qui s'est passé et de contribuer à surmonter, grâce aux leçons de la lutte, l'écart qu'ont cherché à approfondir les bonzes syndicaux.

Ces derniers ont évidemment joué sur le caractère inégal de l'expérience des délégués qui luttaient souvent pour la première fois. C'est ainsi que les manoeuvres d'assemblée, de couloir, l'utilisation du formalisme démocratique, toutes disciplines où les bonzes excellent, ont réussi bien souvent à paralyser le Comité. Et nous ne parlerons pas de l'utilisation d'autres procédés, comme la flatterie, la corruption, où les bonzes ont aussi du savoir-faire. Ils ont joué aussi sur la calomnie, en cherchant à faire peur aux travailleurs par le fait que des militants qui les aidaient appartenaient à des organisations politiques, qu'ils voulaient "introduire de la politique dans leur lutte", comme si la plus mauvaise des politiques pour les ouvriers n'était pas, précisément, celle du sabotage de la lutte que les bonzes assuraient.

Ils sont même allés, après la première tentative de briser la grève, jusqu'à profiter de la décision des grévistes de se donner un Comité de Grève permanent afin de renforcer leur efficacité, pour éliminer en son sein plusieurs travailleurs combattifs.

Il est sûr que la difficulté à préparer les réunions du Comité, à fixer un ordre du jour, a condamné les délégués à accepter celui qui était fixé par les bonzes qui parvinrent ainsi à priver le Comité d'initiative et à confiner maintes fois ses discussions sur des points secondaires.

Malgré tout, renforcement du Comité

Mais l'élan de la base montant en permanence vers les délégués, ces derniers étaient malgré tout poussés à réagir quand ils s'étaient laissés tromper. C'est ainsi qu'à la veille du meeting du 18, les critiques montèrent non seulement vers la CFDT taxée de "syndicat patronal" par des travailleurs, mais aussi vers le Comité mis dans le même sac que le syndicat. C'est pourquoi la soirée du 18 a été salubre, réveillant des délégués, ouvrant les yeux à de nouveaux membres du Comité, les poussant à organiser leurs camarades sans attendre que les bonzes le fassent à leur place.

Quand le Comité a réussi à s'organiser réellement, à préparer son ordre du jour et celui des AG, comme cela s'est passé les 22 et 23 juin en particulier, cela s'est effectivement traduit par un véritable coup de fouet à la lutte, qui a pu contrer les manoeuvres des bonzes, notamment sur la question des jaunes.

Et on doit dire que, tout au long du conflit, même lorsqu'ils ne parvenaient pas à s'opposer aux manoeuvres des bonzes, les délégués ont manifesté toujours une violente opposition face aux tentatives de briser la grève, et pour le reste, ils ont mené au moins une sourde opposition.

Finalement, à travers la grève, un groupe non négligeable de travailleurs a véritablement appris à combattre. La clé de tout était évidemment de ne pas faire la moindre confiance aux bureaucrates du syndicat. Ces travailleurs ont appris à organiser leurs camarades, à prendre des initiatives, à faire face aux manoeuvres d'appareil, à se faire les porte-paroles des besoins véritables de la lutte ouvrière. Ils ont commencé à apprendre à diriger une lutte.

Les tâches de l'après-grève

Certes, la grève s'est arrêtée sur une demi-défaite économique, principalement due au sabotage des bonzes qui ont imposé la reprise sans que la force des grévistes ait pu être utilisée pour se faire payer, au moins en partie, les jours de grève. Mais le travail fait au sein du Comité de Grève par les travailleurs les plus avancés s'est *considérablement renforcé* du début à la fin de la grève. Il y a donc des espoirs pour que le Comité, s'il n'a pu réellement diriger cette grève, puisse maintenant se donner une plus grande cohésion, qui sera basée sur l'assimilation des leçons de cette lutte magnifique, une cohésion qui pourra renforcer la volonté de *continuer la lutte*.

Dès maintenant, c'est en effet la tâche des ouvriers les plus combattifs de maintenir les liaisons entre eux, de maintenir l'unité entre les entreprises et entre les nationalités. C'est leur tâche de surmonter les divisions provoquées

BRISEURS DE GREVE ET CONCILIEURS

LA CGT ET LE PC : DES BRISEURS DE GREVE OUVERTS

La CGT est apparue nettement aux nettoyeurs du métro dans le conflit comme un *briseur de grève* ouvert.

La n° 3 était la seule entreprise où le personnel était encadré par la CGT. Or, malgré les demandes répétées des travailleurs de cette entreprise, les délégués CGT ont refusé d'entrer dans la grève avec les autres entreprises. Le prétexte était que la plate-forme ne réclamait que l'application de la convention collective, ce qui est faux, et alors que, selon la CGT, la convention était déjà appliquée. Ils prétendaient aussi que les salaires s'élevaient à 2800 francs.

Il faut savoir que la n° 3 est une "coopérative ouvrière" fondée par d'anciens agents de la RATP où les délégués syndicaux CGT sont précisément les contremaîtres ! Pas étonnant qu'à l'AG du vendredi 3 à la Bourse, un travailleur de cette entreprise soit venu dire au micro : "Nous sommes pour la grève, mais les délégués syndicaux ne veulent pas. En réalité, ils sont achetés par les patrons".

Au même moment se tenait dans un autre local une AG du personnel de la n° 3 qui réclamait la grève. Pour plus de précaution, les délégués CGT avaient pris soin de les enfermer à clé dans la salle où, selon les bonzes, ils pouvaient ainsi mieux réfléchir hors de l'influence des grévistes. Malheureusement pour eux, une quarantaine de travailleurs vinrent aider leurs camarades à se libérer de cette tutelle insoutenable : la n° 3 se joignit à la grève. Les travailleurs déchirèrent leur carte CGT et adhérèrent massivement à la CFDT. L'AG qui se tenait à la Bourse du Travail leur fit un accueil enthousiaste.

La CGT ne renonça pas pour autant à combattre le mouvement. Pas un mot de la grève n'a été dit aux agents de la RATP pendant une dizaine de jours. En revanche, on sait que des agents de la RATP syndiqués CGT ont été invités par la Régie à organiser le travail des jaunes : ils y ont mis comme condition, avec leur syndicat, que cela soit fait dans des conditions de sécurité normale, ce qui impliquait tout simplement de travailler sous la protection de la police. Quand un syndiqué fit remarquer dans sa section que la CGT était tout bonnement en train de briser la grève, la justification d'un bonze fut que cette attitude avait été décidée démocratiquement par les agents. Alors...

par les bureaucrates réformistes, de discuter des véritables leçons de la lutte ; c'est leur travail de redonner confiance aux travailleurs, de les organiser en dehors de la politique catastrophique des chefs opportunistes des syndicats, et contre eux, afin de tenter de mettre si c'est possible l'organisation de base du syndicat au service des luttes ouvrières, pour lutter contre la répression ; il faut aussi assurer de nouvelles collectes qui permettent de faire face à la situation de détresse dans laquelle la longueur du conflit a plongé certains travailleurs ; il faut enfin chercher à mobiliser les ouvriers pour reprendre patiemment la lutte, notamment à propos du remboursement de l'avance de 1000 F faite à la fin du conflit. Bref, c'est la tâche des travailleurs les plus conscients d'assurer la solidité d'un véritable *front des travailleurs*, dans la retraite difficile qui est imposée aujourd'hui par l'adversaire.

La grève de juin a déjà apporté cette formidable démonstration que la classe ouvrière peut surmonter les divisions d'entreprise et de nationalité, et même la dispersion, quand elle s'organise pour elle-même, pour ses objectifs de classe, quand elle empoigne ses propres armes de combat. Mais si les tâches que nous venons de rappeler sont accomplies avec détermination et continuité, la grève aura aussi préparé, en donnant une direction pour la lutte, les conditions de victoires futures, dans cette *guerre engagée* entre la classe capitaliste et la classe ouvrière de tous les pays qui ne pourra finir qu'avec l'instauration du communisme.

Syndicat de la Manutention
Travaux Connexes et Aéroportuaire
de Paris et de la région parisienne



bourse du travail
10, rue du Château d'eau, 75481 Paris cédex 10
tel. 209-37-59

Paris, le 16 Juin 1977

UNION DEPARTEMENTALE DE PARIS
C.F.D.T.
67, rue de Dunkerque
75009 PARIS

réf. : 236

Chers Camarades,

Nous accusons réception de votre lettre du 15 Juin 1977 par laquelle vous nous proposez un contact le Vendredi 17 Juin 1977 à 9 heures.

Nous sommes étonnés de cette demande qui nous paraît comme la bouée de sauvetage. Vous avez démagogiquement trompé les nettoyeurs du Métro en leur faisant miroiter une augmentation de leurs salaires de 30 %, alors que vous saviez qu'une Commission Paritaire Nationale devait se tenir dans la première quinzaine de Juin.

Vous comprendrez qu'en tant qu'organisation responsable nous rejetons votre invitation car nous entendons défendre sans démagogie les véritables intérêts des travailleurs en général et des nettoyeurs du Métro en particulier.

Recevez, Chers Camarades, notre salut fraternel et syndicaliste.

Le Secrétaire Général :


J. LAVELLI

UN DOCUMENT EDIFIANT :
LA LETTRE DE LA CGT A LA CFDT (16 JUIN)

Les négociations du 23 étaient sans doute considérées comme la limite ultime de la grève puisque l'*Humanité* de la veille, avant même la rencontre avec le patronat donc, préparait déjà le terrain. Elle parlait de "brisure dans le front patronal", de "stratégie de recul choisie par les patrons", rien de moins !

Et dès le vendredi 24, la CGT appela à la n° 6 les quelques membres qui lui restaient, et qui s'étaient eux aussi mis en grève, à reprendre le travail : on leur avait simplement expliqué que l'augmentation obtenue était de 80% au lieu de ... 80 F. Une différence que ces 30 à 40 travailleurs ont eu vite fait de toucher du doigt, le jour même où des délégations de grévistes sont allées les trouver pour les convaincre de ne pas reprendre.

La raison de cette attitude ouvertement patronale est contenue dans une lettre envoyée le 16 juin par le syndicat CGT de la manutention en réponse à l'UD-CFDT qui lui demandait d'envisager une action commune : "Vous avez démagogiquement trompé les nettoyeurs du métro, écrit la CGT, en leur faisant miroiter une augmentation de leurs salaires de 30%, alors que vous savez qu'une commission paritaire nationale devait se tenir dans la première quinzaine de juin".

On ne saurait être plus clair : pour la CGT, c'est donc de la "démagogie" de lutter en fait pour ce qu'elle fait semblant de revendiquer en théorie (puisque sa propre plateforme avance le salaire minimum à 2.200 F !). Voilà qui en dit long sur ses revendications salariales : des leurres pour mystifier les ouvriers ! Gare à ceux qui prennent ces revendications au sérieux et qui veulent les satisfaire : ce ne sont que des "démagogues" et des "irresponsables" ! Surtout s'ils se mettent en grève à la veille d'une de ces séances de palabres avec les patrons autour des tapis verts qu'affectionnent tant les bonzes !

Par ailleurs *l'Humanité* qui a plusieurs fois parlé à bon compte du scandale des salaires des nettoyeurs, s'est indignée qu'ils soient inférieurs non pas à 2.200 F (revendication théorique officielle de la CGT) mais à 2.000 F !

Mais si la CGT et le PC n'ont pu cacher complètement le conflit, ils n'ont commencé à en parler qu'à partir du quinzième jour.

Le syndicat CGT de la RATP a même "appelé à la solidarité" dans le métro le jeudi 16 par un débrayage de 5 minutes des conducteurs en début de service : malheureusement, si les lecteurs de *l'Humanité* ont pu se glorifier de ce geste, les conducteurs n'ont même pas eu l'occasion de le faire, car la consigne n'avait pas été répercutée par le syndicat!

Le syndicat CGT de la manutention a fait également grand tapage sur une grève nationale de 24 heures en solidarité avec les travailleurs du métro ! Naturellement, la "tendance

massive à la reprise" que ce syndicat était le seul à constater après la manoeuvre décrite ci-dessus a fourni le prétexte pour décommander la journée de grève qui n'avait, évidemment, à ses yeux, plus aucune raison d'être.

Enfin, dans son numéro 1714 (du 4 au 10 juillet), la *Vie Ouvrière* a eu le culot de dire que les résultats salariaux de la lutte qui constitueraient une "augmentation supérieure même à l'indice CGT d'augmentation du coût de la vie" avaient été obtenus grâce à la CGT. Non Messieurs, ce résultat a été acquis non seulement malgré vous, mais *contre vous* !

Et puis, si les comptes de ces messieurs de la CGT et de *L'Humanité* sont justes et si la lutte a rapporté quelque chose, alors c'est une raison supplémentaire pour ne pas les écouter et pour suivre, comme les nettoyeurs, la voie de la *lutte directe* !

ROUGE : LA DEMONSTRATION DE L'INCAPACITE A AIDER LA LUTTE

PROLETARIENNE

Le journal *Rouge* a suivi la grève du début jusqu'à la fin, mais avec quelle politique ! Tant que les oppositions ne se sont pas manifestées publiquement entre la CFDT et le Comité de Grève, tout était peint en rose. Mais les choses se sont gâtées dès l'"affaire des gros papiers".

Rouge du 10 juin commente ainsi l'accord passé entre la CFDT et la RATP : "Cet accord a l'avantage, s'il est respecté, de mettre les travailleurs immigrés grévistes à l'abri du passage de la lutte par les jaunes et surtout de la répression policière qui n'a jamais cessé depuis plusieurs mois" ! Si l'on comprend bien, pour éviter la répression, il suffit de céder ! Mais c'est ce qu'ont toujours dit les bureaucrates réformistes !

Malgré le refus catégorique des grévistes, le journal du 11 persiste dans cette voie : la révolte des grévistes n'est pas due au caractère scandaleux de l'accord, mais à un défaut de procédure : les dirigeants de l'UD n'ont pas su s'y prendre ! Qu'on en juge : "La proposition a été faite par la CFDT sans débat préalable en AG et au Comité de Grève. Les grévistes y voient une manoeuvre de la RATP pour leur faire reprendre le travail. Ils le font savoir à leur façon au camarade Bobichon", etc. Puis "les responsables CFDT retirent leur proposition en soulignant, à juste titre, que le problème de la protection des grévistes demeure et qu'il n'a pas été discuté". Mais est-ce la faute des grévistes ou celle des dirigeants, Messieurs de *Rouge* ? Et l'article conclut : "Sans

aucun doute, ce débat très important sera-t-il repris plus sereinement au Comité de Grève". Les gens de *Rouge* sont pour la discussion "sereine" avec les bonzes, en "camarades"...

La deuxième prouesse est dans le compte-rendu du meeting du 18. Dans le numéro de *Rouge* du 20 juin, l'intervention démagogique de Becker au meeting du samedi est devenue un "hommage rendu à la combativité des grévistes". Quant à la tentative réussie par la salle d'imposer aux bureaucrates le message de solidarité de la Sonacotra, elle est devenue un "incident regrettable" : "Témoignant d'un réflexe de paternalisme jaloux de la part de l'UD-CFDT, il a pu favoriser des réactions anti-syndicales. Les travailleurs en grève n'ont rien à gagner à tout cela". Ainsi, en semblant renvoyer dos à dos bonzes et grévistes, *Rouge* condamne absolument les grévistes : en effet, d'un côté la politique des bureaucrates n'est pas expliquée par les principes de conciliation et de collaboration des classes mais par le paternalisme ! D'autre part, dans l'opposition entre le Comité de Grève et l'UD ces Messieurs voient une réaction anti-syndicale ! Ces Messieurs expliquent leur souhait d'entente gentille entre ouvriers et réformistes par la nécessité de ne pas se couper des masses : quand l'affrontement arrive entre les masses et les réformistes, ils dévoilent leurs cartes : ils se trouvent du côté des bonzes !

D'ailleurs, le lendemain, des militants de *Rouge* ont bien montré qu'ils avaient compris la politique de la LCR : devant les demandes d'explications de nos camarades, ils ont condamné publiquement la révolte des grévistes du métro pour imposer à la tribune l'intervention des grévistes de la Sonacotra, au nom du refus de la violence dans le mouvement ouvrier ! Ce qui revient à laisser faire les bonzes qui, eux, n'hésitent pas à utiliser la force contre les ouvriers et, même, quand il le faut, à les dénoncer aux flics.

C'est pratiquement ce qu'est en train de faire l'Union Régionale de la CFDT vis à vis de la section CFDT du Centre de Tri de Créteil qu'elle accuse publiquement de complicité des éléments provocateurs ayant suscité l'intervention de la police contre les piquets dans la nuit du mercredi au jeudi 23 à Nation ! Soit dit en passant, ces provocateurs sont accusés (chose que tout travailleur conscient revendiquera face aux bonzes) d'avoir bombé sur les murs de la station et même sur les wagons du métro des slogans de solidarité avec les grévistes. Naturellement, les bonzes sont bien en peine de trouver les responsables de ce crime atroce ! Peut-être attendent-ils les bienfaits de la délation qu'ils encouragent !

Autre exploit du journal *Rouge*, l'article paru le vendredi 1er juillet, après l'interpellation de Bobichon. Le journal rapporte qu'un bonze de la Commission Exécutive a déclaré : "La grève des nettoyeurs concerne l'ensemble de la CFDT", pour conclure : "Il est probable que, dans les jours qui viennent, la Confédération engagera tout son poids en soutien à la grève et contre la répression".

C'est dans les heures, et non dans les jours, qui ont suivi, que la CFDT a bien "engagé tout son poids", mais pour briser la grève.

Comment expliquer une erreur d'appréciation aussi grossière ? Par une analyse erronée de la nature de l'opportunisme. Pour la LCR, le fait que la répression touche les bonzes serait un motif pour qu'ils renoncent à leur mauvaise politique, reconnaissent leurs erreurs sur la possibilité de concilier les intérêts de classe et passent, même en traînant les pieds, du côté des ouvriers. Pour nous, marxistes, les opportunistes, les réformistes, sont les agents de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers. Quand la police leur tape dessus, ils y trouvent un motif à exécuter encore mieux le travail pour lequel ils sont payés en profitant de la petite auréole inespérée que la répression leur donne. Sinon, la bourgeoisie n'a pas besoin d'eux. Ils mettent des amortisseurs dans la lutte des classes. Sans eux, dès les premiers jours, une grève comme celle des nettoyeurs n'aurait pu se passer de l'affrontement direct avec les forces de l'ordre et de la mobilisation proportionnelle de la force et de la violence prolétarienne .

Dans le numéro du samedi 2, *Rouge* donne, non sans soulagement, un bilan de la grève. Le sous-titre est le suivant : "Un compromis défavorable, conséquence d'un rapport de forces défavorable". Mais qu'ont fait *Rouge* et la LCR pour rendre le rapport de forces moins défavorable ? "Seule une solidarité active des agents de la RATP aurait pu amener la Régie à composition", lit-on. Très juste. Mais le journal poursuit : "Or, le syndicat CFDT-RATP très minoritaire est resté fort isolé, face à des réactions d'indifférence ou d'hostilité du personnel à l'égard des immigrés". Mais est-ce en attendant la permission des bureaucrates pour combattre cette indifférence que l'on sert la lutte ouvrière ? L'article conclut, en parlant des nettoyeurs : "Leurs délégués, et la CFDT avec eux, entendent bien maintenir, sous d'autres formes et d'autres conditions, la structure de lutte qu'ils se sont donnée, leur comité de grève". C'est ainsi que pour *Rouge*, malgré tous les heurts qu'il y a eu entre eux, il ne s'est rien passé entre les bonzes et le Comité de Grève !

La conclusion est claire : *Rouge* est avec les ouvriers, mais tant que les ouvriers ne manifestent pas trop d'opposition aux bureaucraties syndicales. Dès que le heurt inévitable, s'opère, ce journal se trouve du côté des bonzes, donne des leçons aux bonzes, couvre la politique des bonzes d'un vernis révolutionnaire.

Ce journal n'est d'aucune aide pour la lutte ouvrière. En revanche, il est - et sera de plus en plus - utile à la bureaucratie syndicale. Nous ne sommes sans doute pas les seuls à le voir...

L'ORGANISATION DE LA LUTTE REVENDICATIVE

LA QUESTION DU COMITE DE GREVE

Dès le début de la grève est né un Comité de Grève malgré des réticences de la bureaucratie CFDT. Naturellement, la tendance naturelle du Comité était de revendiquer la direction de la grève face aux bonzes syndicaux. La raison est que la lutte se plaçait réellement sur un terrain classiste. Il était donc inévitable que ses besoins se heurtent à la politique capitularde des bonzes, que les dirigeants des ouvriers combattent cette politique et tentent de donner les leviers de la lutte à une organisation sensible aux exigences de la grève.

Hélas cette tendance n'a pu arriver à son terme pendant la grève elle-même, en dépit d'efforts répétés et des positions conquises. Mais elle a été suffisamment manifeste pour donner lieu à des interprétations qui ont cherché à prendre appui sur elle pour proposer aux travailleurs des théories politiques complètement fausses.

Il n'y a pas de Constitution pour la lutte de classe

Une de ces théories est celle que l'on trouve dans l'*Humanité Rouge* du premier juillet : "La grève une fois déclenchée, elle devient l'affaire exclusive des grévistes et le syndicat doit alors s'effacer devant le comité de grève élu et contrôlé par l'assemblée générale des grévistes pour appliquer ses décisions, parler en son nom, conduire les négociations au moment estimé favorable. Le rôle du syndicat n'est pas nul pourtant : populariser les décisions prises, organiser le soutien, proposer des orientations, etc."

Voici bien une idéalisation de l'organisation de la lutte syndicale où les travailleurs trouveront difficilement une véritable orientation. En effet, de deux choses l'une : ou bien le syndicat est aux mains de bureaucrates opportunistes, réformistes, social-impérialistes qui sont dans les faits les "agents de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier". Or c'est le cas des dirigeants du syndicat CFDT de la RATP et de l'UD qui ont suivi depuis le début une politique de conciliation des intérêts de classe. Dans ce cas il est impossible de demander au syndicat de "s'effacer devant le comité de grève élu" si ce dernier est influencé par des positions de lutte de classe. Ce ne serait possible que si le comité était complètement à leurs bottes : ils auraient alors intérêt à faire croire aux travailleurs que la politique suivie n'est pas seulement la leur mais le fait d'un organisme élu par eux.

La théorie de l'*Humanité Rouge* oublie cela alors que les besoins de la lutte véritable poussent à ce que les *responsabilités* soient bien établies. Ou bien le syndicat est aux mains des travailleurs, c'est-à-dire aux mains des courants prolétariens qui sont pour *la lutte de classe* et font du syndicat un organisateur de la lutte ouvrière, de la généralisation de la solidarité de classe et un levier non pas des réformes mensongères mais de l'émancipation du prolétariat. Dans ce cas le syndicat devrait-il "s'effacer devant le comité de grève élu"? Pas le moins du monde. Le Comité de Grève serait une organisation précieuse surtout s'il y a plusieurs syndicats dans la lutte, non seulement pour coordonner et diriger l'action, mais pour organiser les non-syndiqués.

Dans ce cas, qui a peu de chances d'exister aujourd'hui, il serait stupide de revendiquer une politique du Comité indépendant du syndicat. Au contraire, le syndicat, en donnant une *réelle direction* au Comité, en faisant un puissant instrument de *mobilisation* des grévistes, *d'entraînement* des hésitants à la lutte. Il ferait de l'Assemblée Générale autre chose qu'un organe de consultation passif : un instrument d'organisation et de répartition des tâches entre les travailleurs. Il pourrait prendre les initiatives susceptibles de renforcer la lutte en permettant aux grévistes d'organiser leur force de classe et de généraliser le soutien à la lutte. Et si, par hasard, dans ces conditions, le Comité de grève était en retard par rapport à la politique du syndicat? Et bien, le syndicat ne pourrait faire passer toute sa politique, mais c'est bien pourtant cette politique qu'il faudrait défendre et non les hésitations du Comité de Grève.

En effet, ce genre d'organisme peut, dans certains cas, se faire l'expression et la caisse de résonance des véritables exigences de la *lutte de classe*, et être sensible aux poussées ouvrières. Cela a été le cas dans la grève du métro et c'est pourquoi nous *avons poussé à fond dans ce sens*. Mais parce qu'il est théoriquement limité à une catégorie ou à une entreprise et aussi parce qu'il est plus "spontané" et plus fragile que le syndicat, il est en général aussi susceptible de subir encore plus durement que lui le reflux de la lutte et de se mettre à la traîne de cette dernière.

C'est donc faire peu de cas des besoins de la lutte de classe que de lancer de grandes phrases générales, belles et généreuses en apparence mais absolument vides ou qui permettraient aux bonzes de cacher à l'occasion leurs trahisons.

L'anti-syndicalisme de principe

Une autre tentative complètement fautive a été de prendre appui sur la nécessaire "autonomie" du Comité de Grève par rapport à la bureaucratie syndicale pour faire une dénonciation du syndicat. C'est le cas de l'UCF ML (Union des Communistes de France Marxistes-Léninistes) qui s'est adressée aux

nettoyeurs en grève avec plusieurs tracts. Dans l'un des premiers, ils vantent le Comité de coordination de la Sonacotra pour cette seule raison qu'il est une "organisation des ouvriers de toutes les nationalités entièrement indépendante de tous les syndicats". Et s'ils font des dénonciations correctes de la politique des bureaucrates, ils ne présentent pas cette politique comme découlant de certains principes et buts *étrangers aux besoins de la classe ouvrière*, mais comme une politique liée à la *nature* des syndicats. "Toutes ces pratiques, lit-on dans ce même tract, *c'est la politique* des syndicats. De tous les syndicats".

Et que proposent-ils, ces Messieurs? La constitution d'une "force politique des ouvriers", qui commencerait "déjà à exister, à l'initiative de l'UCF ML (bien entendu!), avec les Comités Populaires Anti-Capitalistes et les noyaux communistes". Ils proposent donc aux travailleurs de tourner le dos aux syndicats pour construire le parti politique. Et quel parti! Un parti qui devrait défendre non pas les intérêts du prolétariat international, mais ceux de la "classe ouvrière internationale de France" (!!?) et, pire, du "peuple", ce qui n'a d'autre sens, dans un pays impérialiste, que le chauvinisme populiste.

Pour notre part, nous affirmons que le Parti révolutionnaire est nécessaire à la lutte ouvrière. C'est bien parce qu'il a été brisé que les partis réformistes (avant tout les partis "communistes" officiels) ont fait des syndicats ce qu'ils sont devenus : des organisations vidées de toute vie de classe et liées aux patrons et à l'Etat. Mais ceci n'empêche pas que la classe ouvrière a aussi besoin de vastes organisations économiques pour défendre son pain et ses conditions de travail, où les ouvriers adhèrent quelles que soient leurs idées politiques, même si ces organisations ne peuvent remplir totalement leur fonction que sous la direction du Parti révolutionnaire.

L'histoire dira si des morceaux des syndicats d'aujourd'hui pourront être récupérés pour la lutte ouvrière. Pour l'instant, il est trop tôt pour le dire. Mais ceux qui appellent les ouvriers les plus combattifs à quitter le syndicat rendent le pire service à la classe ouvrière. Ils les appellent à *désertier la bataille des syndicats*, ce qui aurait pour conséquence de laisser aux chefs syndicaux réformistes, social-impérialistes et, au fond, contre-révolutionnaires, le monopole de l'influence sur la masse des ouvriers quand ces derniers commencent à peine à se mettre en mouvement.

Jamais il n'aurait été possible de commencer à arracher *la masse des nettoyeurs* à l'influence des bonzes CFTD sans un groupe de camarades dépourvus d'illusions sur le caractère parfaitement conservateur de la politique des bonzes syndicaux, sans le travail opiniâtre de ce groupe *dans le syndicat* pour éveiller la masse des travailleurs aux besoins de la lutte de classe afin qu'ils apprennent à ne plus faire confiance aux bonzes et à s'organiser hors de leur contrôle.

C'est là d'ailleurs un des vrais résultats de la grève qui *confirme en tous points* la méthode de travail revendiquée par notre parti, et détruit aussi bien tout *constitutionnalisme spontanéiste* que tout *antisindicalisme de principe*.

La question du Comité de Soutien

Une question a surgi plusieurs fois au cours de la grève. C'est celle de la création d'un Comité de Soutien. C'est une question très délicate.

Dans les conditions présentes, où une lutte véritable ne peut que rencontrer le sabotage des bureaucraties opportunistes, l'existence d'un Comité de Soutien peut être d'une aide précieuse à la lutte. Le rôle de tels comités pourrait être de remplir les tâches politiques et matérielles de popularisation (confection et diffusion de tracts, organisation de meetings), de soutien matériel et financier, de mobilisation du soutien physique, sabotées par les syndicats.

La condition pour qu'un tel Comité de Soutien fasse le travail le plus efficace est avant tout que le Comité de Grève (puisque nous avons pris l'hypothèse la plus vraisemblable d'opposition déclarée entre les besoins de la lutte et l'appareil syndical) remplisse un rôle effectif de *direction et de centralisation de la lutte sur des positions authentiquement de classe*. Dans ce cas en effet, le Comité de Soutien peut se discipliner aux buts et aux méthodes de la lutte. De plus il rencontre une direction effective. Ces deux facteurs lui donnent le maximum d'efficacité. Une illustration de ce fait a été donnée l'année dernière en Suisse lors de la grève des ouvriers de la MATISA (voir à ce sujet *Le Prolétaire* n°218).

En revanche, si la grève est dirigée par les bonzes, le Comité de Soutien peut être complètement paralysé dans son fonctionnement, et risque de tomber sous le contrôle des bonzes, ce qui n'est nullement l'intérêt de la lutte ouvrière. Ou alors il s'oppose à la direction officielle de la lutte, et si, dans ce cas, il n'y a pas chez les travailleurs de forces suffisantes pour contrer la politique opportuniste, les bonzes parviendront à créer la suspicion des travailleurs envers le Comité de soutien, ce qui le limitera à un rôle de dénonciation politique de l'opportunisme. Ce n'est pas d'ailleurs une mauvaise chose, mais ce n'est pas la tâche essentielle d'un Comité de Soutien et cette tâche serait sans aucun doute mieux accomplie par le parti de classe, car ce dernier pourra la mener en toute indépendance.

Entre ces cas extrêmes, il y a naturellement toute une gamme de possibilités intermédiaires qui posent des choix difficiles. Et pour faire ces choix, il faut partir d'une analyse non pas statique mais dynamique des rapports de force. C'est ainsi que dans la grève des nettoyeurs, il est clair que seul un Comité de Soutien aurait pu notamment généraliser les collectes, assurer mieux la protection des travailleurs, renfor-

cer et organiser les piquets. Mais il nous semble que pour prendre l'initiative de lancer ce Comité il aurait fallu miser sur la possibilité d'une coupure totale à court terme entre le Comité de Grève et l'UD-CFDT, tout en sachant que la création d'un Comité de Soutien aurait pu accélérer le processus de rupture et donner un point d'appui suffisant.

A l'heure du bilan d'ensemble de la grève, nous pensons que manquaient encore à la fin du mouvement les conditions de pleine maturité du Comité de Grève qui auraient seules pu donner une réelle efficacité au Comité de Soutien.

Nous parlons bien entendu d'un *Comité de Soutien* qui organise et centralise la solidarité, c'est-à-dire un Comité de Soutien *central*. Ceci n'excluait nullement que des accords soient pris entre militants de partis, de syndicats différents, pour coordonner leur action de soutien, ni que, à notre avis, puissent se constituer localement des comités pour des tâches limitées, de popularisation de la lutte ou de collecte.

Deux tentatives ont d'ailleurs eu lieu dans ce sens dans le 14ème et le 18ème arrondissement avec la confection d'une affichette, la diffusion de tracts et l'organisation de collectes. Mais hélas, ces initiatives, complètement déliées de la vie du Comité de Grève, sont venues trop tard - dans les tous derniers jours - et sans information préalable de toutes les forces qui soutenaient déjà matériellement la lutte. Il semble donc, hélas, que leur véritable portée résidait plus dans une opération de prestige de boutique politique que dans le renforcement réel de la lutte.

La question de la continuation du Comité après la grève

Une autre question est brûlante. C'est de savoir quelle organisation donner à la lutte des travailleurs du nettoyage après la grève. Mais comme toujours, la question de la forme est secondaire par rapport aux tâches à accomplir. Il s'agit d'abord de savoir *ce qu'il faut faire*. Nous ne reviendrons pas sur ce qu'il nous semble être les tâches de l'après-grève, car nous en avons déjà parlé à la fin de l'article précédent. Mais pour mener à bien ces tâches, il faut une organisation. Peut-être le noyau qui s'est opposé ouvertement à la politique des bonzes pendant la grève parviendra-t-il, en tirant patiemment les leçons de la lutte, à entraîner les délégués encore en retard. Ceci permettrait de faire de l'ancien Comité de Grève une structure permanente, pour affronter la tâche d'organisation des ouvriers, quelle que soit sa dénomination. Sinon la structure de coordination permanente des six entreprises serait contrainte de prendre une forme légèrement différente.

Il est à noter que si un tel travail est mené à bien, le syndicat CFDT de la RATP auquel adhèrent maintenant

les nettoyeurs ne disposera pas d'autre structure pour organiser les travailleurs des 6 entreprises que cette Coordination du Comité de Grève. A moins qu'il ne tente d'en monter une de toutes pièces, provoquant ainsi l'affrontement avec les travailleurs.

Il y a également tout un champ d'activité qui s'ouvre à cette structure qui continue le Comité de Grève et qui dépasse largement la coordination du travail d'organisation dans les six entreprises. Elle consiste à étendre les liens des nettoyeurs à l'intérieur du syndicat RATP, pour élargir à un front plus large le travail effectué jusqu'ici dans ces entreprises.

En tout cas, quel que soit l'avenir, qui dépend de l'évolution du rapport des forces, et pas seulement dans le cadre du métro, l'expérience qui va se faire pourra être, tout comme l'expérience déjà acquise grâce à la grève, une véritable école dont les leçons devront servir à d'autres travailleurs.

LA LUTTE REVENDICATIVE ET LES PARTIS POLITIQUES

Il y a des grèves purement politiques. Certaines grèves économiques peuvent devenir politiques. D'autres enfin restent économiques mais font cependant faire un pas en avant aux travailleurs qui y ont participé. C'est le cas de la grève des nettoyeurs du métro, en dépit de sa plate-forme revendicative purement économique.

Quel est le résultat politique de la grève ?

Le fait que la plate-forme de revendication ait été purement économique a suffi pour gêner l'"extrême-gauche" officielle (nous ne comptons pas dans l'extrême-gauche le PSU qui est à classer dans la gauche réformiste). L'extrême-gauche oscille en permanence entre le fatalisme et le spontanéisme. Or, dans la grève du métro, pas d'"autoquestion" du type "on produit, on vend", pas de place pour le romantisme de pacotille qui permet de parer le réformisme des couleurs contestataires. Pas non plus de "contrôle ouvrier", ni de "revendications transitoires" avec quoi on prétend féconder la réalité d'aujourd'hui, pourtant encore terriblement adverse. Bref, aucun débouché politique en vue. D'autant plus que la CGT et les partis de gauche ont complètement ignoré - ou plutôt saboté - la lutte... Il n'est donc pas étonnant que la grève ait trouvé un écho aussi faible dans l'"extrême-gauche". Pourtant si celle-ci avait fait quelque chose à la RATP (il doit

bien y avoir quand même quelques dizaines de militants gauchistes sur les 36000 agents de la RATP !), on n'aurait pas vu une absence aussi totale d'agitation dans cette entreprise où une solidarité envers les grévistes était vitale.

La LCR a distribué un tract de solidarité dès les premiers jours, mais...aux grévistes seulement. Pour le reste, il a fallu attendre le 17ème jour pour qu'elle sorte une affiche de solidarité avec la grève. Il est vrai que les militants de la LCR ont répondu positivement à notre proposition de protection du meeting du 18 juin à la Mutualité, à la différence de l'OCT qui avait promis mais n'a envoyé personne, de Lutte Ouvrière (1), qui n'a même pas daigné répondre à notre proposition, ou encore de Combat Communiste, dont les militants ont justifié leur départ du meeting en disant qu'on ne peut pas "se substituer aux grévistes" qui doivent "prendre en mains eux-mêmes la défense du meeting". Malheureusement, comme nous l'avons déjà vu précédemment, les grévistes étaient déjà suffisamment mobilisés par la défense du sens du meeting contre les bonzes CFDT. Pratiquement personne dans ces organisations n'a aidé les travailleurs pour les piquets de grève. Quant à leurs journaux, ils ont été des plus discrets, sauf *Rouge* qui a "aidé" la lutte en essayant de concilier ses besoins et la politique des "camarades" (Bobichon en tête) de l'UD-CFDT ! Il en est de même du PCR qui n'a pas donné de grand soutien militant et dont le journal *Le Quotidien du Peuple*, n'a suivi la grève que de façon précisément...journalistique.

Parmi ceux qui ont donné un soutien officiel à la lutte, il faut citer *l'Humanité Rouge* (2) dont le journal s'est lancé dans l'appel à la solidarité autour des comités de soutien du 14ème et du 18ème arrondissement, mais seulement dans les derniers jours de la grève, et l'UCF, qui a participé au soutien militant (notamment au meeting du 18 et aux piquets) et a diffusé de nombreux tracts, mais là encore surtout aux grévistes, qui avaient évidemment besoin de la solidarité d'autres qu'eux-mêmes.

Il est caractéristique que les partis embarrassés par cette grève aient diffusé leurs tracts aux grévistes plutôt que d'assurer une large diffusion pour appeler les autres ouvriers à la solidarité avec les grévistes.

Le problème, pour l'UCF, était que, selon elle, le vrai sens de la grève consistait dans la revendication de l'égalité des droits. En fait, ce groupe est passé hardiment de la revendication réelle et légitime du même contrat pour tous qui était celle des nettoyeurs du métro voulant ainsi combattre la division que la sous-traitance a introduit entre eux et d'autres travailleurs de la RATP, à la revendication de l'égalité des droits en général, et notamment des droits sociaux et politiques pour les travailleurs immigrés.

Cette revendication est une revendication indispensable de la lutte prolétarienne pour contrer en particu-

lier les effets du chauvinisme et du mépris des travailleurs français à l'égard des travailleurs étrangers, chauvinisme et mépris entretenus par les bureaucrates syndicaux, et qui ont incontestablement pesé lourd dans l'absence de solidarité des travailleurs de la RATP. Et il aurait été sans doute utile de faire une agitation sur ce point aussi pendant la grève, au moins à la RATP. Mais il était faux de vouloir faire porter la lutte des travailleurs du nettoyage sur ce point. Ce sera peut-être la revendication d'une autre lutte qui mobiliserait de larges couches ouvrières et pas seulement 6 entreprises, ce n'était pas celle de la lutte présente. Introduire artificiellement cet objectif aurait eu pour conséquence non pas de renforcer la lutte, mais de *diviser* le noyau des éléments dirigeants sur une fausse querelle, étrangère à l'objet de la lutte et celle-ci en aurait été affaiblie.

Tous ceux qui, sans voir les conditions générales existantes, cherchent à faire passer artificiellement la lutte économique au niveau de la lutte politique ou, pire, qui s'imaginent que toute lutte doit devenir politique, sont incapables de voir ceci : il n'y aura jamais de lutte politique, au sens bien sûr où nous l'entendons, c'est-à-dire de *lutte révolutionnaire solide*, si on ne crée pas au préalable un large terrain où la classe s'organise, combat, apprend à se défendre, en toute indépendance de classe, hors du contrôle des bourgeois de toutes nationalités, des flics, des Eglises et des bureaucrates vendus des syndicats.

Qu'une lutte contribue au moins à construire ce terrain, voilà aujourd'hui un des *résultats politiques* les plus importants que nous puissions en attendre. Sans doute est-ce peu en regard de tout ce qui reste à faire. Mais c'est déjà beaucoup si l'on considère l'abîme dans lequel le mouvement prolétarien a été précipité depuis cinquante ans.

Le parti révolutionnaire et les organisations de lutte immédiate

C'est en tenant compte de ces rapports réels entre la lutte politique et la lutte revendicative que nous devons considérer les rapports entre parti politique de classe et organisations nées de la lutte revendicative.

Nous avons été conduits pour notre part à expliquer ces rapports devant le Comité de Grève le mardi 21 juin, face à une dizaine de bonzes venus défendre leur politique en nous accusant de vouloir "récupérer" la lutte.

Le travail des militants du Parti dans les syndicats, dans toutes les organisations qui naissent de la lutte économique, est de combattre pour amener les prolétaires sur le terrain de la solidarité de classe et du besoin de l'orga-

nisation ouvrière, pour contrer, à partir des besoins de la lutte elle-même, la politique des bureaucraties syndicales.

Parallèlement, notre Parti cherche à renforcer cette lutte ainsi que les organisations qu'elle se donne, aussi de l'extérieur, renforcement qui doit se faire sur la base des objectifs réels de la lutte et de ses organismes. C'est ce que nous avons tenté de faire avec les tracts d'appel à la solidarité que nous avons diffusés (et lus devant le Comité), ainsi qu'avec nos propositions de soutien aux piquets de grève.

Mais ceci n'exclut évidemment pas, bien au contraire, que les communistes affirment leurs buts généraux et leurs méthodes, même si ceux-ci ne peuvent pas être admis immédiatement par les organisations de classe. Nous n'avons évidemment pas caché aux bonzes que nous condamnons totalement leur façon de conduire la grève, comme nous l'avions par ailleurs déjà clairement dit dans notre journal.

Le problème est d'introduire dans les organisations immédiates suffisamment de politique - de bonne politique - pour que celles-ci s'orientent correctement et que la lutte prenne toute son allure et son mordant, mais pas plus qu'il n'est nécessaire sous peine d'affaiblir ces organisations. De quelle politique ont besoin ces organisations? Certes, dans une phase révolutionnaire elles devront être acquises aux principes fondamentaux du communisme et même aux éléments essentiels de son programme, afin de servir de levier pour la révolution. Mais jamais le programme d'un parti ne pourra être la base de l'adhésion à de telles organisations, qui doivent regrouper les prolétaires sur la base de leur volonté de se défendre contre le capital.

Aujourd'hui la vie prolétarienne commence à peine à se faire jour ici et là, avec beaucoup de difficultés, il serait même absurde de vouloir faire pénétrer immédiatement des solutions programmatiques dans les organisations que se donne la lutte revendicative. Nous luttons seulement dans l'immédiat (mais c'est loin d'être négligeable) pour qu'y pénétrant des principes de classe qui sont admissibles par tout prolétaire combatif et que les communistes défendent de façon complète et conséquente. Nous luttons aussi pour que s'y démarquent clairement les forces politiques, les amis et les ennemis de la lutte prolétarienne : par exemple si les bonzes sont incapables de défendre les ouvriers dans la lutte immédiate, peut-on imaginer qu'ils lutteront pour l'émancipation ouvrière? Et il en est de même pour toute force politique. Nous luttons enfin pour que les travailleurs puissent toucher du doigt les limites de la lutte revendicative et pour que les plus conscients se placent sur le terrain de la lutte générale contre le capitalisme, non seulement pour mieux mener la lutte économique mais aussi pour en faire consciemment un terrain de préparation de la révolution communiste.

Pour condenser tout cela dans une image qui, comme toute image, ne peut rendre compte que d'une partie de la réalité, il en est de la politique révolutionnaire pour les

organisations de classe comme de l'oxygène pour le corps humain (la politique réformiste étant dans ce cas représentée par l'oxyde de carbone) : pas assez d'oxygène mène à l'asphyxie, mais trop d'oxygène risque également de tuer. Ceci dit, la dose nécessaire varie avec l'activité de l'organisme : plus il devient actif, plus il a besoin d'oxygène et, dans la phase révolutionnaire, la dose doit devenir maximum sous peine que l'organisme ne réponde pas du tout à sa fonction. En attendant, donc, *sachons doser*.

Vouloir accélérer le processus artificiellement en proposant aux organisations immédiates des objectifs immédiats impossibles à atteindre dans l'état des forces actuel, reviendrait à les briser, à les fermer à une partie des prolétaires, à priver ainsi la classe d'un instrument indispensable, et à détruire le terrain sur lequel doivent précisément prendre appui les objectifs révolutionnaires. Commettre une erreur d'appréciation peut avoir les mêmes effets catastrophiques et entraîner chez les prolétaires échaudés des réactions apolitiques et même antipolitiques qui peuvent à la longue finir par stériliser même la lutte immédiate.

Les communistes révolutionnaires sont pressés d'en finir avec cette société infâme. C'est pour cela qu'ils préparent sa fin avec sérieux, sans précipitation inutile, sans "immédiatisme".

(1) On peut également signaler que Lutte Ouvrière s'est opposée à ce que nos camarades fassent des collectes publiques et diffusent des tracts en solidarité avec la grève des nettoyeurs, dans l'enceinte des fêtes organisées aussi bien à Rouen qu'à Toulouse. La raison était soit qu'il s'agissait d'une fête, soit que, si on donnait pour le métro, il fallait aussi donner pour toutes les autres grèves. Il y a là un sentiment élevé de la solidarité de classe...

(2) On se demande bien comment les maoïstes de HR peuvent concilier l'appel à la solidarité de classe, comme ils l'ont fait pour les nettoyeurs, et l'apologie à peine déguisée de l'intervention de l'impérialisme français au Zaïre (voir l'Humanité Rouge du 13/4/77 et les commentaires du Prolétaire n° 243). Pour notre part, nous sommes convaincus que ce groupe devra vite choisir, et il le fera du côté du social-impérialisme, contre les ouvriers.

SOLIDARITE AVEC LES OUVRIERS DU NETTOYAGE DU METRO EN GREVE

SUREXPLOITÉS : parce qu'IMMIGRES,
traîtes comme des bêtes,
ils ne mangent qu'une fois par jour ;
la législation sur l'hygiène et la sécurité
même pas appliquée.

ILS LUTTENT POUR : 2300F minimum dès l'embauche !
le statut de tous les travailleurs de la RATP !
etc

Cette lutte exige le **SOUTIEN INCONDITIONNEL** de tous les travailleurs !
TRAVAILLEURS des ENTREPRISES de NETTOYAGE et d'INTERIMS

REFUSEZ DE BRISER LEUR GREVE !

Apportez votre soutien financier au **COMITE DE GREVE** 67 r. de Dunkerque
Metro Barbès. Tous les jours à partir de 17h. **MANIF** Jeudi 9 Juin 18h30 siège RATP
53 rue quai des Grands Augustins

GROUPE SYNDICAL DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Dans ses numéros les plus récents, « Le Prolétaire » a notamment publié des articles sur les sujets suivants (le chiffre entre parenthèses indique le numéro du journal) :

- ◆ **Face à l'offensive capitaliste**
 - Défense du salaire et non de l'économie nationale (226)
 - Contre le front uni bourgeoisie-opportunisme : front de classe prolétarien ! (231)
- ◆ **La méthode de la lutte de classe**
 - Antifascisme démocratique ou autodéfense ouvrière ? (225)
 - Face à l'impérialisme : action de classe et non action démocratique ! (230)
- ◆ **Luttes revendicatives et syndicats**
 - Contre le travail de nuit (228, 231)
 - Les 40 heures, 40 ans après (230)
 - Chasse aux sorcières dans les syndicats (231)
- ◆ **Solidarité avec les luttes anti-impérialistes**
 - Dans le bagne sud-africain du capitalisme mondial (228-229)
 - La véritable solidarité avec le Liban et l'Afrique du Sud (231)
- ◆ **Hier et aujourd'hui**
 - Du Liban à l'Afrique du Sud et à l'Europe : les conséquences catastrophiques de la contre-révolution stalinienne (226)
 - Les leçons du Front populaire (1936) (227, 228)
- ◆ **Dans le monde**
 - En Italie, après les élections (226)
 - Argentine : une sonnette d'alarme (231)
- ◆ **Critique politique et théorique**
 - Sur la question de la dictature du prolétariat (225)
 - L'extrême-gauche prise au piège du féminisme (226)
 - La L.C.R. et le gouvernement P.C.-P.S. (227, 228, 229)
 - A propos de l'« unité populaire » et du P.C.R. (ml) : le « peuple en général », qui est-ce ? (230)

Le numéro : 1,50 F. Abonnement annuel : 30 F ; pli fermé : 44 F. Commandes aux Editions Programme, 20, rue Jean-Bouton, Paris 12^e. Distribué par les NMPP.

PERMANENCES DU PARTI A PARIS : tous les samedis de 16 h à 19 h et tous les dimanches de 10 h à 12 h, 20, rue Jean Bouton - Paris 12^e (métro Gare de Lyon) ; escalier métallique au fond de la cour à gauche.

BROCHURES "LE PROLETAIRE"

- 1 - Solidarité de classe avec les prolétaires chiliens
- 2 - Solidarité de classe avec les prolétaires sous l'uniforme
- 3 - Solidarité de classe avec les prolétaires immigrés
- 4 - Pour l'unité des exploités du Maghreb !
- 5 - Question féminine et lutte de classe
- 6 - Qu'est-ce que le socialisme ? (Socialisme scientifique contre "socialisme national" algérien)
- 7 - La grève des nettoyeurs du métro (Leçons et bilan)

DÉFENSE DE LA CONTINUITÉ DU PROGRAMME COMMUNISTE

Ce volume de 224 pages constitue un recueil des thèses fondamentales de notre courant publiées de 1920 à nos jours, précédées d'amples introductions les situant dans leur contexte historique.

Sommaire :

- Thèses de la fraction communiste abstentionniste du Parti Socialiste Italien (mai 1920).
- Thèses sur la tactique du Parti Communiste d'Italie (Thèses de Rome, 1922).
- La tactique de l'Internationale Communiste. Projet de thèses présenté par le P.C. d'Italie au IV^e Congrès mondial (Moscou 1922).
- Projet de thèses présenté par la Gauche au III^e Congrès du P.C. d'Italie (Lyon, 1926).
- Nature, fonction et tactique du parti révolutionnaire de la classe ouvrière (1945).
- Thèses caractéristiques du parti (1951).
- Considérations sur l'activité organique du parti quand la situation générale est historiquement défavorable (1965).
- Thèses sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial, selon les positions qui constituent depuis plus d'un demi-siècle le patrimoine historique de la gauche communiste (1965).
- Thèses supplémentaires sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial (1966).

Un volume de 224 pages - Prix : 15 F.

AUX EDITIONS « PROGRAMME COMMUNISTE »

EN LANGUE FRANÇAISE	
• La question parlementaire dans l'Internationale Communiste, 60 pages ..	4,00 F
• Revue « Programme Communiste » :	
N ^o 1 à 42	épuisés
N ^o 45 à 47, 50, 56, 61	4,00 F
N ^o doubles : 43-44, 48-49, 51-52, 53-54, 55	7,00 F
N ^o 58 (192 pages)	10,00 F
N ^o 59, 60, 62, 63	5,00 F
N ^o 64, 65	6,00 F
N ^o 66, 67, 68	8,00 F
• Journal « Le Proletaire » - Collections reliées :	
Volume II : du n ^o 72 au n ^o 117 (années 1970-71)	30,00 F
Volume III : du n ^o 118 au n ^o 163 (années 1972-73)	30,00 F
Volume IV : du n ^o 164 au n ^o 210 (années 1974-75)	35,00 F
• Série : « Les taxes du Parti Communiste International » :	
1. Communisme et fascisme, 168 pages	8,00 F
2. Parti et classe, 112 pages	8,00 F
4. Eléments d'orientation marxiste - Les trois phases du capitalisme - Guerres et crises opportunistes, 66 pages	en réimpression
5. La « Maladie infantile », condamnation des futurs renégats. Sur la brochure de Lénine - La maladie infantile du communisme	7,00 F
6. Force, violence, dictature dans la lutte de classes, 60 pages	4,00 F
7. Défense de la continuité du programme communiste, 224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours	15,00 F
EN LANGUE ITALIENNE :	
• Storia della Sinistra comunista - Vol. 1 - 1912-1919 : dalle origini, attraverso il primo conflitto imperialistico, all'immediato dopoguerra, 423 pages	30,00 F
• Storia della Sinistra comunista - Vol. 2 - 1919-1920 : dal congresso di Bologna del PSI al secondo congresso dell'Internazionale Comunista, 740 pages	40,00 F
• Struttura economica e sociale della Russia d'oggi, 752 pages	45,00 F
• Série : « I testi del partito comunista internazionale » :	
1. Tracciato d'impostazione — I fondamenti del comunismo rivoluzionario, 62 pages	7,00 F
2. In difesa della continuità del programma comunista, 200 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours	12,00 F
3. Elementi dell'economia marxista - Sul metodo dialettico - Comunismo e conoscenza umana, 125 pages	12,00 F
4. Partito e classe, 137 pages	15,00 F
5. « L'estremismo malattia infantile del comunismo » condanna dei futuri rinnegati, 123 pages	12,00 F
6. Per l'organica sistemazione dei principi comunisti, 108 pages	10,00 F
EN LANGUE ALLEMANDE :	
1. Die Frage der revolutionären Partei, 58 pages	4,00 F
2. Revolution und Konterrevolution in Russland, 86 pages	6,00 F
3. Der Kampf gegen den alten und den heutigen Revisionismus, 78 pages	6,00 F
4. Die Grundlagen des revolutionären Kommunismus, 88 pages	6,00 F
5. Was heisst es, den Marxismus zu verteidigen ?, 132 pages	10,00 F
EN LANGUE ANGLAISE :	
• Série : « The Texts of the International Communist Party » :	
1. The Fundamentals of Revolutionary Communism	4,00 F
2. Party and Class	5,00 F
EN LANGUE ESPAGNOLE :	
• Série : « Los textos del partido comunista internacional » :	
1. Los fundamentos del comunismo revolucionario	4,00 F
2. Fuerza violencia dictadura en la lucha de clase	4,00 F
3. Partido y clase	6,00 F
EN LANGUE PORTUGAISE :	
• Série : « Os textos do partido comunista internacional » :	
1. Tese caracteristicas do partido : bases de adesão	3,00 F
2. Lições das contra-revoluções	3,00 F
3. Os fundamentos do comunismo revolucionario	5,00 F

Commandes : Editions Programme Communiste, 20, rue Jean-Bouton, Paris-12^e - Paiement par chèque ou mandat à l'ordre de F. Gambini, ou virement au C.C.P. 2202-22 L Marseille (F. Gambini).
Envois : nous prenons à notre charge l'envoi en paquet non clos, au tarif « périodiques ». Pour les envois sous pli fermé, le spécifier expressément à la commande et ajouter 20 % pour frais d'envoi.